

L'innovation dans les îles du Ponant : enjeux, dynamiques et perspectives

Rapport préparatoire à une recherche menée à
Groix et Ouessant

Rapport réalisé par : Maxime Turck, ingénieur de recherche Innovation – Programme FREIIA,
Association des Îles du Ponant

Décembre 2023

Sommaire

Introduction	3
I : Insularité et innovation : des enjeux de territoire reconsidérés	6
I.1 : Trajectoires et enjeux de développement des îles du Ponant	6
a) Groix, Ouessant et les îles du Ponant : le cadre géographique d'un réseau d'îles hétérogène ..	6
b) Evolutions internes et relations externes des îles du Ponant	11
I.2 : Insularité, innovation et recherche	17
a) L'inscription de l'innovation dans les enjeux de l'insularité : tentative de définition	17
b) Les enjeux de recherche autour de l'innovation insulaire	19
Les options conceptuelles envisagées	20
II : Eléments de constats sur le phénomène de l'innovation dans les îles du Ponant	23
II.1 : Inventaire thématique des initiatives innovantes	23
a) Les innovations par grands secteurs depuis 1971 dans les îles du Ponant	23
Agriculture	24
Artisanat	26
Economie et développement (en général)	28
Tourisme	29
Préservation et découverte du milieu insulaire	30
Culture	32
Eau, Energie, Déchets	33
Social et santé	36
Habitat et foncier	37
Education et formation	39
Numérique	40
b) Dynamiques transversales et tendances générales des démarches d'innovation	41
La prégnance de dynamiques transversales	42
La mise en lumière de dynamiques globales à soutenir	48
II.2 : L'innovation, entre solutions techniques et formes organisationnelles adaptées	49
a) Des solutions techniques	50
b) Des formes organisationnelles adaptées	52
c) Des dynamiques relationnelles complexes et évolutives	58
d) Synthèse diagnostique et pistes d'investigation	59
Des enjeux et perspectives stratégiques à creuser	61
II.3 : Méthode et étapes de la recherche	62
a) Définir les objectifs de la recherche	62
b) Les dispositifs méthodologiques employés	63
Bibliographie.....	66
Annexes	68

Introduction

Loin de ses manifestations technologiques les plus spectaculaires, l'innovation s'inscrit dans les îles comme une pratique normalisée, à peine conscientisée, mais pleinement intégrée par de nombreux acteurs dans leur gestion quotidienne des contraintes d'une « condition insulaire ».

Certaines réalités continentales constituent en effet des horizons inatteignables pour les îles du Ponant. Jamais elles ne pourront bénéficier de la diversité, de la technicité et surtout de l'accessibilité quasi immédiate des marchandises et des ressources humaines disponibles sur le continent : ainsi leurs communautés ont toujours été sommées de déployer une ingéniosité et une réactivité à toute épreuve sur la base des ressources limitées dont elles disposaient. De même, les comportements que générerait un sentiment – assurément erroné – d'abondance de l'énergie, de l'eau ou du foncier ne peuvent être tolérés sur les îles, tant la rareté de ces ressources vitales y est singulièrement observée et éprouvée. Ainsi, de nouveaux modes de gestion exemplaires sont appelés à s'y élaborer.

Si de la contrainte naît la créativité, et par extension l'innovation, alors les îles en sont des terrains d'étude privilégiés, de surcroît dans un contexte de transitions qui les affecte plus précocement et plus intensément que les territoires continentaux. Ces transitions sont multiples. Derrière ce terme, il est généralement entendu que nous parlons des transitions énergétique et écologique : elles désignent l'ensemble des changements à organiser, du local au global, en vue du dépassement d'un mode de croissance économique thermo-fossile dominant, devenu insoutenable pour la Terre et les êtres vivants qui la peuplent. Déclinons alors l'idée pour mieux percevoir l'étendue de son champ d'application : les transitions sont aussi numérique, touristique et, plus largement, « économiques ».

Numérique ? Bien que la question du raccordement de l'ensemble des îles à certains réseaux « physiques » (eau, électricité) soit une question parfois en débat – est-ce possible ? est-ce souhaitable ? – celle de la couverture des territoires ruraux, et donc des petites îles, par l'internet à haut-débit, est présentée comme un grand enjeu des politiques d'aménagement du territoire en France. Sa concrétisation dans les îles serait alors à même de bouleverser les pratiques servicielles (songeons à la télémedecine), de décupler les opportunités d'ouverture géographique des entreprises, mais aussi d'ouvrir le territoire à l'installation de nouveaux travailleurs indépendants, déclinant ici la tradition insulaire de la villégiature dans une optique

inédite qui viserait la dynamisation des tissus économique et associatif par l'apport de compétences et idées nouvelles.

Touristique ? Si le tourisme représente pour de nombreuses îles une activité majeure et incontournable, et le marché des touristes un débouché déterminant pour bien d'autres activités insulaires, plusieurs éléments convergent aujourd'hui pour pointer les écueils de la mono-activité touristique : augmentation des prix et faible disponibilité du foncier et de l'immobilier, d'où une crise du logement à l'année ; précarité liée à la dépendance très saisonnière des activités touristiques ou induites par le tourisme ; faibles perspectives de montée en compétences des travailleurs insulaires ; risques de perte progressive du lien avec les ressources et les patrimoines de l'île, et *in fine* de l'attractivité insulaire elle-même ; risques de dégradation des milieux naturels par l'éventuelle sur-fréquentation... La transition « touristique » serait dès lors une nouvelle manière de concevoir la richesse touristique, sans jamais chercher à l'exclure. Loin d'être pensée comme une ressource exogène aussi convoitée que déstabilisante, il s'agirait d'intégrer pleinement les touristes (et leurs hébergeurs) comme parties prenantes du développement de l'île, de leur attribuer non seulement des droits mais aussi des devoirs, et de construire autour de leur présence toute une offre basée sur la valorisation et la préservation des ressources et savoir-faire de l'île – ambition du tourisme durable –, suggérant en amont une attention portée au maintien d'une diversité d'activités artisanales, agricoles ou de services, et par-là même d'une population jeune et active.

Economique ? Finalement, par ce lien étroit avec le « milieu » insulaire, les transitions sont nécessairement « économiques » : le terme grec *oikonomia* signifie en effet « administration de la maison », que l'on peut ici s'autoriser à interpréter comme la gestion tout entière d'un espace approprié, d'un milieu complexe et interdépendant auquel on appartient. La transition économique repose ainsi sur un réalignement de la trajectoire de développement d'un territoire sur sa réalité holistique et écologique : prendre la mesure, sur des espaces limités, de ce que nous prélevons ou dégradons, consommons, produisons puis rejetons, afin de mieux organiser ces séquences/cycles anthropiques en accord avec ce que le milieu biophysique peut accepter. Retrouver de tels principes de fonctionnement soutenables – qui engagent l'avenir – implique alors la réalisation d'un inventaire des héritages valorisables de l'île, puis une mise en projet de celui-ci par la société îlienne, induisant là un précieux travail collectif de construction narrative du territoire, support indispensable d'un nouveau contrat social et économique.

Le présent rapport compile les données recueillies au cours d'un travail de recherche principalement documentaire, mené de septembre à décembre 2023. Cette phase exploratoire était aussi conçue comme une phase préparatoire à une enquête de terrain auprès des acteurs insulaires, qui aura été initiée au cours de ce même mois de décembre 2023 et qui se poursuivra tout au long du programme FREIIA.

Ce document présente le cadre conceptuel par lequel nous abordons l'enquête à venir. Il livre aussi un inventaire catégorisé des initiatives innovantes, et propose sur cette base une réflexion sur les dynamiques sociales et organisationnelles induites par l'innovation insulaire, notamment sous le prisme d'un diagnostic des situations observées. La formulation des enjeux de l'innovation se décline ensuite en un programme prévisionnel de recherche dans le cadre de l'Interreg Mer du Nord – FREIIA.

I : Insularité et innovation : des enjeux de territoire reconsidérés

Les îles cultivent un paradoxe : tout contraint l'innovation et pourtant tout oblige à faire preuve d'innovation. Si l'espace, les ressources, les moyens peuvent en effet manquer sur les îles et perturber l'avancement ou la pérennité des projets, la capacité à les mener en dépit des obstacles induit la mobilisation pleine et entière de l'ingéniosité et de l'intelligence collective des acteurs, pour trouver des solutions aux problématiques de l'insularité ou pour exploiter, avec raison, les opportunités singulières qu'elle offre.

La focalisation de notre étude sur le phénomène de l'innovation exprime ainsi la volonté d'aborder par une approche relativement originale les enjeux des territoires insulaires. Il s'agit moins d'évaluer « frontalement » les performances des acteurs insulaires (niveaux d'activité, emplois créés, niveaux de services rendus, attractivité) que d'instruire, dans un registre qualitatif, les nouvelles manières de concevoir les défis et leurs réponses et, par là même, les ressources à mobiliser et les formes d'organisation collective à instaurer.

Une de nos ambitions sera alors de traduire les contraintes et opportunités des îles en autant d'enjeux qui, au-delà de leur spécificité sectorielle ou catégorielle (agriculture, artisanat, services publics, gestion des ressources...), peuvent être partagés par différents acteurs, témoignant ainsi de leur imbrication réciproque et de leur appartenance globale à un même milieu de vie.

I.1 : Trajectoires et enjeux de développement des îles du Ponant

Dans un premier temps, il convient de resituer l'innovation dans le contexte historique et territorial de notre terrain d'étude : les îles du Ponant. Nous présenterons dans cette section un panorama géographique des îles du Ponant, avant de développer les différents phénomènes qui ont façonné leurs situations contemporaines.

a) Groix, Ouessant et les îles du Ponant : le cadre géographique d'un réseau d'îles hétérogène

Les îles du Ponant indiquent, dans leur appellation même¹, leur localisation à l'ouest, « là où le soleil se couche ». Elles comprennent en effet toutes les îles habitées des façades Atlantique et Manche de la France métropolitaine, et sont au nombre de

¹ Le « Ponant » étant une autre manière, à présent désuète, de nommer le Couchant, par opposition au Levant.

quinze. Le critère qui précise leur état d'insularité est simple : l'île doit être en permanence entourée d'eau de mer et n'être reliée au continent par aucune infrastructure fixe et permanente (pont, tunnel).

Les îles du Ponant se composent des territoires suivants (Carte 1):

- **L'archipel de Chausey** : 12 habitants permanents ; intégré à la commune continentale de Granville (Département de la Manche, Région Normandie)
- **L'archipel de Bréhat** : 360 habitants permanents ; Département des Côtes-d'Armor, Région Bretagne
- **L'île de Batz** : 465 habitants permanents ; Département du Finistère, Région Bretagne
- **L'île d'Ouessant** : 850 habitants permanents ; Département du Finistère, Région Bretagne. *Île faisant l'objet d'une focalisation dans le cadre du programme FREIIA*
- **L'île de Molène** : 165 habitants permanents ; Département du Finistère, Région Bretagne
- **L'île de Sein** : 260 habitants permanents ; Département du Finistère, Région Bretagne
- **L'archipel des Glénan** : pas d'habitants permanents ; intégré à la commune continentale de Fouesnant, Département du Finistère, Région Bretagne
- **L'île de Groix** : 2 280 habitants permanents ; Département du Morbihan, Région Bretagne. *Île faisant l'objet d'une focalisation dans le cadre du programme FREIIA*
- **Belle-île-en-mer** : 5 600 habitants permanents ; constitue une Communauté de communes composée des communes de Palais, Sauzon, Locmaria et Bangor ; Département du Morbihan, Région Bretagne
- **L'île de Houat** : 220 habitants permanents ; Département du Morbihan, Région Bretagne
- **L'île de Hœdic** : 100 habitants permanents ; Département du Morbihan, Région Bretagne
- **L'île-aux-Moines** : 640 habitants permanents ; Département du Morbihan, Région Bretagne
- **L'île d'Arz** : 235 habitants permanents ; Département du Morbihan, Région Bretagne
- **L'île d'Yeu** : 4990 habitants permanents ; Département de la Vendée, Région Pays de la Loire
- **L'île d'Aix** : 210 habitants permanents ; Département de la Charente-Maritime, , Région Nouvelle-Aquitaine



Carte 1 : Le réseau des îles du Ponant et ses connexions continentales. *Réalisation : Maxime Turck*

L'ensemble cumulé de ces îles représente ainsi près de 16 000 habitants permanents, répartis sur une surface avoisinant les 160 km² et affichant une densité moyenne d'environ 100 hab./km², chiffre sensiblement inférieur à la moyenne française (118 hab./km²). Mais, derrière cet aperçu général, de profondes disparités existent, que ce soit en termes de population (d'une

centaine, voire moins, à plus de 5 000 habitants), de superficie (de 60 hectares pour Sein à plus de 8500 pour Belle-Île) ou de densité (de 60 hab./km² à plus de 340 pour l'île de Sein).

En aparté, ajoutons que certains territoires usuellement considérés comme des îles ne figurent pas (ou plus) parmi les îles du Ponant, du fait de leur raccordement physique au continent. C'est le cas de l'île de Noirmoutier (Vendée ; 9000 hab.), de l'île de Ré (Charente-Maritime ; 17 500 hab.) et de l'île d'Oléron (Charente-Maritime ; 22 000 hab.).

Afin de proposer une différenciation des situations d'insularité, une catégorisation des îles du Ponant en trois groupes (Brigand, 1983) est souvent utilisée. Elle propose une distinction entre *les grandes îles éloignées du continent* (Ouessant, Groix, Belle-Île et Yeu), *les petites îles proches du continent* (Bréhat, Batz, Île-aux-Moines, Arz et Aix) et *les petites îles éloignées du continent* (Chausey, Molène, Glénan, Sein, Houat et Hoëdic). Cette distinction a le mérite de pointer deux critères structurants de la vie et de l'activité insulaires : la taille de l'île (et donc son potentiel théorique de ressources endogènes) et son éloignement du continent (et donc son niveau d'accès théorique à des ressources exogènes). Si cette catégorisation fournit une première grille de lecture simple des réalités insulaires, elle ne saurait cependant constituer un cadre analytique solide et adapté à l'examen de leurs dynamiques complexes. Nous la mobiliserons alors au cas par cas, quand cela nous semblera pertinent.

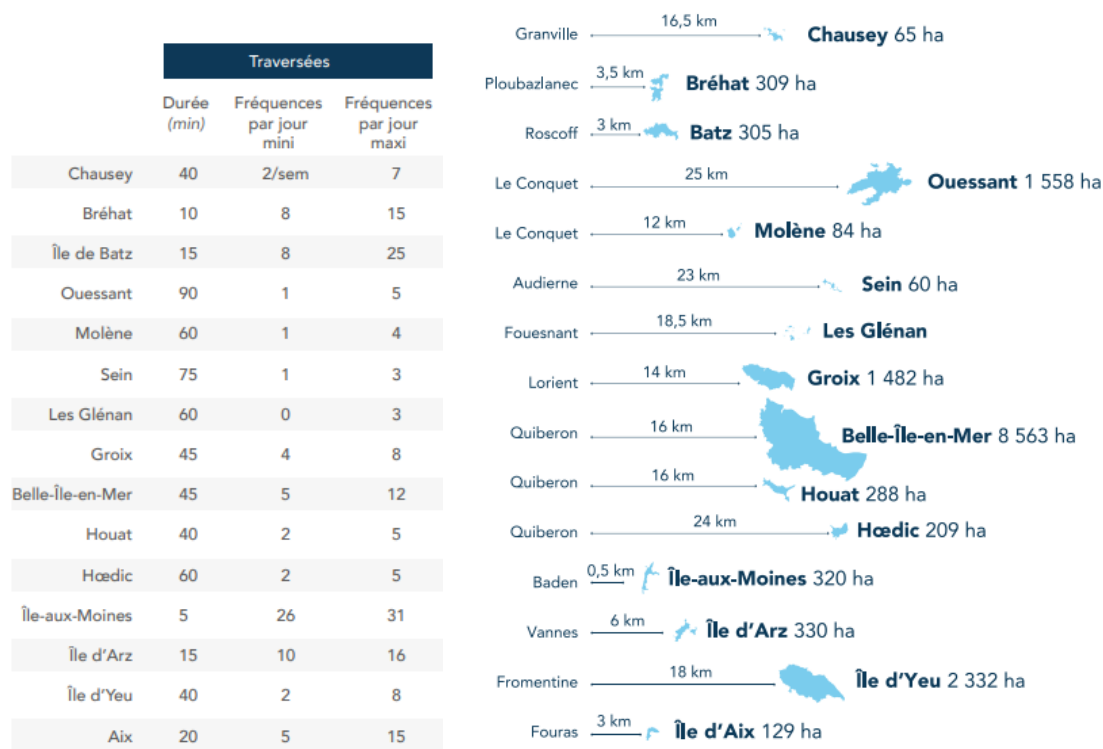


Figure 1 : Distances île-continent et conditions de traversées. Source et conception : Association des Îles du Ponant, 2021, L'essentiel

Mais la question de la connexion continentale des îles se doit d'être entendue de manière plus fine. Ce n'est pas seulement « l'éloignement du continent » qui importe, mais bien l'accessibilité à un bassin de ressources diversifiées. En d'autres termes, il s'agit de rompre la naïve uniformité géographique de l'acception générique « continent » pour affirmer la répartition inégale et discontinue des ressources dans l'espace, fût-il continental ou insulaire. Au-delà de la distance pure, le niveau d'accès au continent est d'abord lié à la durée du trajet entre l'île et le continent, mais également à la fréquence des rotations, qui conditionne la possibilité d'effectuer un aller-retour au cours d'une même journée (Figure 1) ou encore – dans un registre plus qualitatif – au niveau d'équipement des navires pour les marchandises et les véhicules.

A la distance maritime entre l'île et le continent vient ensuite s'ajouter une distance terrestre entre le port de débarquement et un centre de référence – une agglomération urbaine par exemple – où se situent les ressources ou services auxquels on voudrait accéder. On conviendra en effet aisément que le fait de débarquer dans des unités urbaines qui n'excèdent guère les 5 000 habitants (comme c'est le cas à Audierne depuis Sein ou à Quiberon depuis Belle-île, Houat ou Hœdic) n'offre pas les mêmes opportunités que de débarquer à Lorient (unité urbaine de plus de 120 000 habitants) en partance de Groix. De même, la gestion des ruptures de charges et, plus largement, de l'intermodalité des déplacements ne sauraient être négligée : les coûts (monétaire et temporel) des transports terrestres (sur l'île et sur le continent²) et leur articulation avec les traversées maritimes (Guingot, 2019) déterminent grandement le niveau d'accès des insulaires aux services et marchés continentaux.

La question des relations entre l'île et le continent s'inscrit également dans celle de leur rapport à l'intercommunalité. On observe que la majorité des communes insulaires du Ponant (10/18) s'intègre dans une intercommunalité continentale, qui pourra ainsi leur fournir des ressources et un précieux appui technique. Belle-île-en-mer fédère quant à elle ses quatre communes au sein d'une Communauté de communes qui lui est propre, sans lien avec le continent. Enfin, Bréhat, Ouessant, Sein et Yeu n'ont pas encore rejoint d'intercommunalité. Si la majorité des îles est bien membre d'un EPCI³ à fiscalité propre, nous constatons cependant que la nette majorité des habitants des îles du Ponant (75 %) appartient à une commune qui n'est pas rattachée à une intercommunalité continentale : il s'agit soit d'îles comptant parmi les

² Avec parfois la nécessité de disposer, sur le continent, d'un lieu de stationnement pour un véhicule, quand les îles n'offrent pas de réseau viaire adapté à la circulation automobile

³ Etablissement Public de Coopération Intercommunale

plus éloignées du continent (Ouessant, Sein), soit des plus peuplées (Belle-île, Yeu) ; le cas de Bréhat échappant toutefois à cette interprétation. Il sera alors intéressant d'examiner si cette diversité de situation induit un effet sur la dynamique d'innovation des îles.

La considération de l'insularité dans les enjeux de la complexité (inter-)territoriale ne se limite toutefois pas à celle de l'intercommunalité. Leur intégration à des ensembles territoriaux plus vastes s'exprime également par leurs liens, tantôt étroits ou distants, réguliers ou ponctuels, avec les Départements et Régions (en particulier dans le cadre des Contrats de Plan Etat-Région⁴), avec les Parcs Naturels Régionaux et le Conservatoire du littoral, mais aussi avec les chambres consulaires, les établissements publics fonciers, les acteurs de l'énergie (syndicats mixtes départementaux, Electricité De France), de la gestion de l'eau (Agence de l'Eau Bretagne-Loire), du déploiement numérique, de la santé (Agence Régionale de Santé) ou encore du tourisme.

On complétera enfin ce panorama géographique des îles du Ponant en soulignant la diversité et la richesse de leurs paysages et de leurs patrimoines (historique, culturel, naturel), ainsi que leurs particularités micro-climatiques, qui s'avèrent de précieux atouts en matière d'attractivité, avec un ensoleillement généralement plus marqué et une pluviométrie plus faible que sur les littoraux continentaux avoisinants. De même, leur plus faible amplitude thermique prédispose souvent les îles à certaines activités agricoles, en particulier le maraîchage, ainsi préservées des fortes chaleurs et de la sécheresse comme du gel hivernal.

b) Evolutions internes et relations externes des îles du Ponant

En premier lieu, la longue déprise démographique⁵ des îles du Ponant doit être constatée, bien que sa population semble globalement se stabiliser depuis une vingtaine d'années, sous l'effet d'une attractivité résidentielle. C'est en 1911 que le pic démographique des îles du Ponant a en effet été atteint, avec 29 500 habitants, soit près du double de la population actuelle.

Cette apogée démographique témoigne des réussites insulaires dans les activités primaires – pêche en mer et agriculture –, des opportunités de carrière que représentaient la Marine de guerre ou de commerce pour les hommes (Brigand et Le Démézet, 1987) et, plus généralement, d'une amélioration des conditions de vie. Mais déjà se distinguaient les limites de l'insularité

⁴ Les Contrats de Plan signés entre l'État et les conseils régionaux pour une durée de six ans, permettent une convergence des financements en faveur de projets structurants pour l'aménagement du territoire, ainsi que la mise en cohérence des politiques publiques au service d'une vision stratégique partagée à l'échelle de chaque région

⁵ A laquelle l'île d'Yeu échappe singulièrement

face aux avancées des sociétés continentales. Si la tragédie humaine de la Première Guerre Mondiale engendra une drastique chute démographique des îles du Ponant – comme ce fut le cas plus généralement en France et particulièrement en Bretagne – la déprise se poursuivit dans l’Entre-deux-guerre. Elle prit même la forme d’un « exode insulaire », qui se confirma dans la période d’Après-Seconde Guerre mondiale, ces fameuses « Trente Glorieuses »⁶ qui n’atteignirent guère les îles du Ponant.

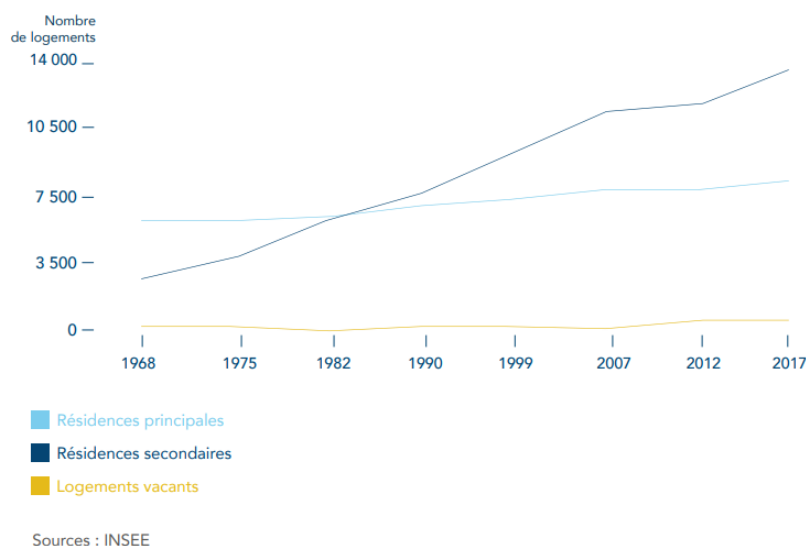
La création de l’Association des Îles du Ponant intervient alors en 1971⁷. Par le biais du Fonds d’Équipement des Îles du Ponant, elle permit aux communes insulaires d’opérer enfin, face au développement de la Bretagne « continentale » initié dès le lendemain de la Guerre, un certain rattrapage de leur retard dans plusieurs domaines : les infrastructures et les équipements de transports (avec notamment l’inauguration de l’aérodrome de Ouessant en 1973), l’adduction en eau potable, l’éducation (création du Collège des Îles du Ponant en 1975) ou encore le soutien aux activités économiques.

Conjointement, l’avènement du tourisme, bien que redouté, s’affirmait de plus en plus comme une opportunité de réorientation économique radicale mais inévitable, nécessitant en contrepartie un effort d’encadrement des pratiques au niveau de la préservation de l’environnement – en atteste l’évolution du nom de l’Association en 1973. Ainsi, la seconde moitié du XX^{ème} siècle sera celle de la montée en puissance du tourisme et des activités liées, se développant dans une dynamique inverse au déclin structurel des activités traditionnelles (agriculture, pêche, conserverie). Elle s’accompagnera, sur le plan de l’habitat, d’un développement considérable des résidences secondaires (graphique 1), renforçant d’autant plus l’hégémonie de l’économie présentielle – c’est-à-dire une économie basée sur la dépense sur un territoire de revenus générés ailleurs, par des résidents, touristes ou excursionnistes (Davezies, 2008).

⁶ En France, période d’une trentaine d’années qui débute au lendemain de la Seconde guerre mondiale et qui fût caractérisée par une forte expansion économique et une hausse du niveau de vie de la population

⁷ A son origine, elle s’appelait l’Association pour la Promotion des Îles du Ponant (APIP), avant de gagner un second *P* pour la *Protection* (APPIP) en 1973. Ce n’est qu’en 2002 que sa dénomination actuelle fut adoptée.

Évolution de la structure du parc immobilier sur les îles du Ponant



Graphique 1 : Evolution du parc immobilier des îles du Ponant. *Source et conception : Association des îles du Ponant, 2021, L'essentiel*

Il demeure pour autant possible d'envisager l'incidence du tourisme et de la résidence secondaire sur le tissu économique insulaire sous un prisme plus complémentaire qu'antagoniste avec les autres activités économiques. Ces populations de passage constituent en effet un marché de consommateurs qui permet à des entreprises d'être suffisamment rentables pour prolonger leur activité en basse-saison, bénéficiant alors aux îliens résidents principaux.

En parallèle, la question de l'emploi demeure problématique sur les îles. Abstraction faite des emplois publics – essentiels au maintien de la vie économique insulaire – et des emplois saisonniers, le salariat privé à temps-plein est peu répandu. Cet état de fait implique chez les actifs deux solutions, possiblement complémentaires, pour éviter la précarité : d'un côté, le cumul de contrats à temps partiel ; de l'autre, la création d'une entreprise individuelle comme solution pour « trouver un travail ».

La création d'une entreprise (ou micro-entreprise) comme condition de vie sur une île s'applique particulièrement aux nouveaux arrivants. Le projet entrepreneurial est là étroitement imbriqué dans un projet de vie, et sera façonné spécifiquement en fonction du contexte et des besoins de l'île. Les programmes de recherche ID-Îles 1 (Brigand et *al.*, 2014) et ID-Îles 2

(Guingot, 2019 ; Corsi, 2020) ont spécifiquement permis de mettre en lumière le phénomène du néo-entrepreneuriat insulaire et les logiques d'action qui l'animent.

Les néo-entrepreneurs ont ainsi contribué à la stabilisation démographique des îles du Ponant⁸, et à un certain renouveau économique en relançant certaines activités disparues ou en déclin, et en en créant de nouvelles (Brigand et *al.*, *op. cit.*). Les logiques de ces projets proposaient une forme de (re)valorisation, parfois originale, des ressources locales (de la mer ou de la terre) ou visaient à combler des besoins non-couverts jusqu'alors, mais s'appuyaient presque systématiquement sur une certaine image insulaire et artisanale des produits, gage supposé de leur qualité.

Bien souvent, ces néo-entrepreneurs entretenaient déjà un lien avec l'île faisant l'objet de leur projet d'installation, en tant qu'anciens touristes ou en tant que résidents secondaire ou enfants de résidents secondaires. Sous ce prisme, il est ainsi possible d'envisager le développement futur de l'île comme étroitement associé à sa vocation touristique ou de villégiature. Mais, si une association réciproquement profitable peut exister, il convient de remarquer que le point d'équilibre demeure précaire, et que la dynamique résidentielle contemporaine des îles penche de plus en plus en défaveur du maintien d'une vie insulaire à l'année.

La question du logement cristallise ce déséquilibre. Par les convoitises dont le foncier et l'immobilier insulaires font l'objet (pour en faire de la résidence secondaire ou du – très lucratif – locatif de courte durée), une montée des prix s'opère irrémédiablement, s'accroissant même depuis le début des années 2020. La disponibilité de logements accessibles (à la propriété ou à la location) pour ceux aspirant à vivre les îles à l'année se réduit ainsi à la portion congrue. Avant même la question de l'emploi, la crise du logement en cours contraint donc en amont la présence d'une main d'œuvre et de compétences locales (Brigand et *al.*, *op. cit.*), mais aussi celle des familles et de la jeunesse, et par extension le maintien des établissements scolaires. Un cercle vicieux finit par se créer, justifiant qu'aujourd'hui « *priorité au logement* » soit faite pour l'ensemble des îles du Ponant, en témoigne la Une du *Journal des Îles*⁹ édité en 2023. Ajoutons que cette pression foncière produit également des effets néfastes sur le développement

⁸ Cette stabilisation apparente est à mettre au crédit d'un solde migratoire positif qui compense un solde naturel négatif

⁹ Édité par l'Association des Îles du Ponant et conçu en collaboration avec des partenaires externes, le *Journal des Îles* sort une fois par an au mois de juin, depuis 2017. Il s'efforce, en une vingtaine de pages, de mettre en lumière, sur chacune des îles du Ponant, des projets ou des faits d'actualité importants pour leur avenir. Gratuit et disponible facilement pour les visiteurs (gares maritimes, offices de tourisme), il vise aussi à sensibiliser les non-iliens aux enjeux et défis de l'insularité, en plus de participer à renforcer l'interconnaissance et le partage entre les habitants de chacune des îles mises à l'honneur.

économique en réduisant considérablement les possibilités d'implantation ou d'extension des entreprises.

Au-delà du logement, d'autres contraintes continuent en parallèle de restreindre les potentiels de développement des îles : les surcoûts liés aux traversées maritimes et aux ruptures de charges, qui sont particulièrement handicapants pour la construction ou l'évacuation des déchets ; le vieillissement de la population et la « précarité » démographique latente ; la vulnérabilité environnementale des îles, sous l'effet d'invasions biologiques, de l'érosion côtière ou de la montée des eaux ; ou encore, le cas échéant, les situations d'insularité énergétique ou hydrique, qui intiment la mise en œuvre de solutions durables pour sécuriser la production ou l'approvisionnement et organiser la gestion intelligente des ressources.

Conscientes de ces handicaps, les communes insulaires ont ainsi trouvé dans l'Association des Îles du Ponant un cadre adapté pour porter des revendications et obtenir des aides cruciales. Elle est en effet parvenue, dès ses premières années d'existence, à se faire entendre d'une voie commune afin d'obtenir des aides de certains Ministères (Intérieur, Agriculture, Environnement), du Fonds de la Rénovation Rurale ou encore de l'Etablissement Public Régional de Bretagne pour financer ses projets d'investissement (Boquet, 2021), sans oublier l'impératif soutien du Ministère de l'Education Nationale dans la création du Collège des Îles du Ponant en 1975.

La mise en place des Contrats de Plan Etat-Régions à partir de 1984 aura également contribué à stabiliser le cadre de financement et d'action des îles du Ponant. Le Contrat de Plan entre l'Etat et la Région Bretagne comporte en effet une traduction territoriale à destination des îles bretonnes, institué par la signature d'un Contrat de partenariat entre la Région Bretagne et les Îles du Ponant. Le contrat de partenariat en cours (2021-2027) se base sur un engagement financier de dix millions d'euros (six de la Région et quatre de l'Etat) au profit des communes insulaires bretonnes et de l'Association. Il prévoit la réalisation d'un certain nombre d'actions, organisées selon quatre axes qui reprennent les priorités autour desquelles l'Association concentre ses efforts : l'accès au logement, la gestion des ressources (foncier, énergies, eau, environnement), le développement économique et touristique durable, le maintien de services publics de proximité (écoles, maisons de santé...).

On ajoutera de plus que les surcoûts – spécifiquement engendrés par l'insularité – supportés par les communes des îles du Ponant ont été évalués en 2015 à quatre millions d'euros (Ressources Consultants Finances, 2015). Cette évaluation a ainsi permis d'obtenir en 2018,

par modification de la loi de finances, la création d'une *dotation communale d'insularité* à destination des communes insulaires du Ponant. Elle représente une enveloppe annuelle de quatre millions d'euros que se répartissent les communes en fonction de leur population DGF¹⁰.

Au-delà des appuis financiers externes, les collectivités insulaires s'efforcent également à faire reconnaître la légitimité, sur la base des contraintes spécifiques auxquelles elles sont soumises, d'un droit à la différenciation et à l'expérimentation. Cette revendication s'inscrit notamment dans un contexte d'apparente « ouverture institutionnelle » en faveur de la différenciation et de l'expérimentation, exprimée par la loi 3DS¹¹ adoptée par les parlementaires français en 2022. Par son article 3, la loi dit en effet que « *la République française reconnaît les communes insulaires métropolitaines dépourvues de lien permanent avec le continent comme un ensemble de territoires dont le développement durable constitue un objectif majeur d'intérêt national en raison de leur rôle social, environnemental, culturel, paysager et économique et nécessite qu'il soit tenu compte de leurs différences de situations dans la mise en œuvre des politiques publiques locales et nationales* ».

C'est donc dans un tel contexte que prend place le projet que nous menons. On observe en effet aujourd'hui des dynamiques insulaires contrastées, où se mêlent les contraintes et les opportunités, où les intérêts particuliers divergent parfois de l'intérêt général, où l'îlénité est valorisée en même temps que l'ouverture territoriale des îles semble irréversible... La voie ouverte par la loi 3DS, constitue ainsi l'occasion d'initier une réflexion autour des îles comme territoires d'innovation (Association des Îles du Ponant, 2021b) – ce qu'appuie également la Chambre Régionale des Comptes de Bretagne (2023). L'intégration de l'Association des Îles du Ponant dans le programme Interreg Mer du nord – FREIIA a ensuite fourni un cadre institutionnel et un espace d'échanges stimulant à l'échelle européenne pour engager concrètement une recherche-action sur cette thématique.

¹⁰ Faisant référence à la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) attribuée par l'Etat à chaque commune française, la « population DGF » établit la population sur la base de laquelle la DGF se calcule. Il s'agit alors d'une population composée du total des résidents principaux, auquel s'ajoute forfaitairement un habitant par résidence secondaire, mais aussi (et cela ne concerne pas les îles du Ponant) par place de caravane dans une aire d'accueil des gens du voyage

¹¹ Sa dénomination véritable étant : « Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale »

I.2 : Insularité, innovation et recherche

a) *L'inscription de l'innovation dans les enjeux de l'insularité : tentative de définition*

Parler d'innovation sur les îles peut surprendre. Les îliens rencontrés sont d'ailleurs les premiers à nous avoir fait remarquer le caractère quelque peu inadapté du terme. L'imaginaire convoqué par le terme « innovation » renvoie en effet à la technologie, aux laboratoires, aux ingénieurs et, implicitement, au déploiement de moyens financiers conséquents... autant d'éléments qui ne composent guère le paysage économique des îles du Ponant. Il nous faut donc prendre le sujet à l'envers : ne pas envisager l'innovation par le « produit visible » censé la réifier (un objet technologique par exemple) mais partir d'un ensemble de **contraintes et d'opportunités**, appliquées à un territoire singulier (les îles), qui une fois formulées en **enjeux et défis** suggèrent la mise en œuvre de **solutions nouvelles** d'adaptation, de résilience, ou de développement.

Ce sont ces solutions qui sont potentiellement innovantes, en ce qu'elles instaurent « une nouvelle donne » par rapport à des pratiques, des attitudes ou des représentations jusque-là dominantes mais inefficaces ou lacunaires. Plus globalement, cette nouvelle donne résulte **d'un processus créatif de mobilisation et de valorisation de ressources – insulaires ou non – par un ou plusieurs acteurs – insulaires ou non – dans le but de répondre aux enjeux et problématiques inhérents à l'insularité.**

L'innovation pourra être ainsi être envisagée concrètement selon plusieurs directions qui rappellent les orientations cardinales de l'Association. Tout d'abord, dans un contexte de mono-activité touristique, les projets visant à étoffer et diversifier le tissu économique insulaire retiendront notre attention, notamment ceux qui œuvrent à valoriser originalement les ressources du territoire ou à se saisir des opportunités ouvertes par le déploiement du haut-débit. De même, les solutions ou stratégies engagées – sur un plan collectif notamment – par des petites entreprises aux moyens limités afin de répondre aux contraintes de l'insularité, mériteront d'être étudiées. Dans un autre registre, cette question se pose avec une égale pertinence pour les services collectifs essentiels (éducation, santé, transports), dont le maintien et l'adaptation sont mis à rude épreuve sur les îles. Dans un contexte de transitions, nous nous intéresserons également aux enjeux relatifs aux ressources en énergies et en eau, ainsi qu'aux déchets, en ce qu'ils invitent à élaborer des modes de gestion innovants et exemplaires auxquels chacun pourra contribuer (entreprises, transporteurs, citoyens, acteurs publics et associatifs). De manière transversale, la maîtrise du foncier s'avère finalement stratégique pour les

communes insulaires, en matière démographique, économique ou agricole ; elles sont donc appelées à faire usage de leur pouvoir d'expérimentation afin d'instituer un nouveau cadre en la matière, et ainsi mieux concevoir leur avenir.

Dès lors, s'il peut y avoir des *solutions opérationnelles* innovantes dans chacun des registres mentionnés, il conviendra d'observer plus largement la prégnance de *comportements* ou d'*attitudes* propices à l'innovation, ou de « *dynamiques collectives* » innovantes, tantôt cadrées et officielles, tantôt confidentielles, progressives ou diffuses. Ainsi, ce n'est pas uniquement l'innovation prise isolément qui doit concentrer l'effort d'analyse, mais les contextes préalables qui la conditionnent et les processus sociaux, techniques, organisationnels voire politiques qui s'enclenchent alors. Plus particulièrement, il serait pertinent d'approfondir **certaines situations spécifiques** dans les processus à l'œuvre : des liens de confiance porteurs entre des acteurs (et surtout entre des personnes) mais aussi des moments « de bascule » où des idées émergent puis se partagent, des choix structurants s'opèrent et des actions partenariales s'engagent.

Au-delà de l'innovation, la notion d'**expérimentation** sera examinée avec grande attention. Ainsi, les îles seront considérées comme des territoires d'avant-garde ou « zones-test » dans plusieurs domaines. Les expériences menées et la connaissance inédite ainsi produite pourraient alors s'appliquer à d'autres territoires contraints – en particulier les territoires ruraux isolés et les littoraux. Mais, à plus large échelle, nous souhaiterions aussi envisager le pouvoir d'inspiration des expériences insulaires auprès de territoires et d'organisations en quête de réinvention de leurs modèles sur des sujets en lien avec les transitions.

L'innovation représentant toujours une part de risques, d'incertitudes et de sacrifices, les **situations de blocage, d'échec ou d'abandon** de certains projets seront également à analyser. De même, par leur aspect parfois anticonformiste bousculant les comportements établis, l'innovation peut se voir empêchée avant même d'advenir ; les rapports de rivalité, d'opposition ou de conflit entre parties prenantes seront alors à étudier attentivement. Tous ces éléments valident de plus la pertinence de la question de la gouvernance, au cœur de l'ambition du programme FREIIA.

b) Les enjeux de recherche autour de l'innovation insulaire

D'un point de vue méthodologique, on peut finalement appréhender les processus d'innovation selon plusieurs critères qui structureront notre recherche :

- Les registres d'innovation

Il s'agit là de considérer l'innovation comme exprimant : de nouveaux produits ; de nouveaux procédés de production ou de consommation/usage ; de nouvelles organisations des acteurs et de leurs équipements ; de nouvelles modalités de commercialisation ; de nouveaux « logiciels de pensée » (innovation cognitive)...

- Les parties prenantes impliquées et l'expression du leadership

L'innovation peut être approchée par ses acteurs : ceux qui la conçoivent, l'encadrent, la valorisent, l'utilisent, mais aussi la subissent ou la contestent. Ils peuvent ainsi concerner une large diversité de personnes ou d'organisations, non-réductibles à une île : les individus ; les entreprises ; les collectivités ; les autres acteurs publics (gestionnaires de parcs, agences publiques, syndicats mixtes) ; les associations et autres émanations de la société civile ; les acteurs de la recherche et de la formation ; les médias occasionnellement ; mais aussi des acteurs composites (réseaux, « espaces de gouvernance » ou « de projet » liés à des projets spécifiques)

- Les types de liens entre parties prenantes :

Pour mettre en œuvre une innovation, différents types d'échanges doivent être opérés entre les acteurs mentionnés : des transactions marchandes ; des échanges d'informations, d'expériences, voire des transferts de connaissance ; des affects (positifs ou négatifs), qui vont s'établir entre les acteurs et agir tels du liant ou au contraire compromettre leur collaboration ; des rapports de pouvoir et d'influence, qui vont façonner un contexte structurant (politique, financier, institutionnel...) autour des projets menés

➔ Dans l'absolu, ces différents types de liens peuvent être caractérisés par différentes variables : fréquence ou importance, antériorité, niveau de confiance

- **Les spatialités relatives aux individus, aux organisations, aux liens, aux gouvernances**

Ces liens s'organisent ensuite autour de lieux, voire de moments, se tissent et se recomposent au sein de réseaux divers (marchands, productifs, corporatistes, amicaux voire familiaux...) dont la territorialité pourra largement s'affranchir de l'échelle unique de l'île.

De même, les trajectoires spatiales individuelles des acteurs seront à étudier par leur propension à déterminer en partie leurs ressources, leurs réseaux et leur lien à l'île.

➔ De manière transversale, la traduction spatiale des interrelations dans une logique de flux et de pouvoir (potentiellement asymétriques) serait intéressante à concevoir

- **Les moments dans le cycle des processus d'innovation**

Les démarches d'innovation peuvent finalement être appréhendées au travers d'un cycle d'innovation qui s'enchaînerait de la sorte : formulation problématisée d'une contrainte ou d'une opportunité ; expérimentation et « incubation » d'une solution ; émergence et mise en œuvre d'une solution opérante (validation), ou non (échec) ; phase de maturité, ou non (obsolescence, rejet) ; évolution de l'innovation par incrémentations, ou non (obsolescence) ; nouvelle formulation problématisée d'une contrainte ou d'une opportunité...

Les options conceptuelles envisagées

Différents champs de recherche en sciences humaines et sociales pourront être mobilisés. La plupart graviteront autour du **développement territorial**, qui s'attache à comprendre les processus de création de valeurs sur des espaces, aux délimitations variées, appropriés par les acteurs d'une société. L'approche par les acteurs veille ainsi à intégrer dans l'analyse un ensemble de parties prenantes – entreprises, collectivités, chambres consulaires, associations, citoyens... (Torre, 2015) – qui, par leurs interactions répétées, élaborent une trajectoire de développement pour un territoire. Découlant de cette approche, plusieurs notions pourront ainsi être mobilisées dans la recherche :

- **Les relations de proximité**

La compréhension des logiques et modalités de coopération (ou d'opposition) pourra ainsi être éclairée par une lecture en termes de « proximités organisées », proximités d'essence non-

spatiale, qui ont trait à des facteurs sociaux, cognitifs, culturels ou institutionnels, interagissant eux-mêmes avec une proximité véritablement topographique (Boschma, 2004 ; Bouba-Olga et Grossetti, 2008 ; Grossetti, 2015 ; Torre et Talbot, 2018). Ce cadre conceptuel a été élaboré depuis le début des années 1990 par les tenants d'une « Ecole de la proximité » fondée par des chercheurs d'horizons divers (économistes, sociologues géographes) souvent francophones, désireux d'approfondir la réflexion sur l'analyse de la concentration (et de la dispersion) des acteurs économiques et du développement des territoires.

- L'interterritorialité

L'optique de l'interterritorialité (Vanier, 2008) prévoit que chaque acteur ou groupe d'acteurs, fussent-ils éminemment territorialisés, sont appelés à s'inscrire, notamment par le projet, la contractualisation et la mobilité des individus, dans des ensembles territoriaux ou des réseaux qui dépassent leur territoire d'affiliation originel. Les recherches en la matière s'efforcent ainsi à esquisser des cadres adaptés à la conception et la mise en œuvre efficace des politiques publiques, dans un contexte mêlant globalisation, territorialisation et, de plus en plus, transition écologique.

- Le « capital d'entrepreneuriat »

Notion construite spécifiquement dans le cadre d'une recherche sur l'entrepreneuriat insulaire sur l'île de Bora Bora (Blondy, 2022), le « capital d'entrepreneuriat » dont un individu peut disposer se compose : de compétences propres à l'entrepreneuriat (gestion d'entreprise, capacité à concevoir une vision globale et stratégique de l'activité, aisance relationnelle...), des expériences antérieures professionnelles et de la diversité des contextes territoriaux de celles-ci, du capital économique initial, et enfin du niveau d'ancrage dans l'île, qui détermine un certain capital social utile à bien des égards (démarche de création de l'entreprise et obtention d'une surface ou d'un local, constitution d'un réseau de partenaires, bonne réception des produits ou services par la clientèle insulaire).

- Les systèmes productifs et les spatialités inhérentes à l'innovation

La lecture en système des dynamiques productives (Bost, 2014 ; Baudelle et Fache, 2015) vise à comprendre la production de biens ou services sous l'angle des interactions entretenues par les maillons des chaînes de valeurs engagées dans cette production : à la fois entre eux et avec une diversité d'acteurs intervenant en soutien (acteurs publics, mixtes, de la recherche et

de la formation) ou régissant l'ensemble par l'exercice d'un certain pouvoir (économique, institutionnel).

Si le système tend à l'équilibre, il demeure irréductiblement poreux et flou quant à ses limites, et soumis à des tensions internes autant qu'à des concurrences externes, toutes deux participant de son évolution. Initialement conçue pour comprendre l'organisation territoriale des industries, la lecture en système nous semble malgré tout adaptée aux îles car leur discontinuité territoriale en fait par essence des systèmes relativement clos où les acteurs entretiennent une étroite interdépendance entre eux et avec leur milieu naturel. Ainsi, la grille de lecture systémique peut singulièrement convenir à l'instruction des démarches d'économie circulaire et de circuits courts.

En revanche, notre focalisation sur les mécanismes de l'innovation ne nous conduira en aucun cas à les traiter sur les îles de la même manière que nous ne l'aurions fait sur des territoires où se déploie un authentique tissu industriel disposant de structures d'innovation adaptées. Nous souhaitons simplement évaluer la propension des îles à se comporter comme des micro-systèmes productifs mais aussi à les envisager, à une autre échelle, comme des espaces marginaux assurant une fonction « expérimentale » pour de véritables systèmes productifs (les énergies renouvelables par exemple).

- La gouvernance territoriale

De manière transversale, les enjeux de gouvernance territoriale s'affirment avec force en matière de démarches innovantes insulaires. La définition de la gouvernance du point de vue des sciences politiques nous semble en effet en tous points adaptée à la recherche ici menée : *« un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions pour atteindre des buts propres discutés et définis collectivement dans des environnements fragmentés, incertains »* (Le Galès, 2004, p. 242). Prisme retenu par le programme FREIIA, notre recherche saura ainsi s'appuyer sur les apports de la méthode TIPPING, déjà formalisée par certains des partenaires néerlandais du programme FREIIA (Brezet et *al.*, 2019) dans le cadre de l'Interreg Islands of Innovation.

II : Eléments de constats sur le phénomène de l'innovation dans les îles du Ponant

Nous souhaitons à présent fournir un aperçu général du phénomène de l'innovation à l'échelle des îles du Ponant. Nous effectuerons dans un premier temps un inventaire catégorisé des différentes actions ou des démarches plus générales entreprises sur ces îles depuis plus de cinquante ans. Sur cette base nous nous emploierons ensuite à produire une analyse formelle de ces actions et à en produire un diagnostic synthétique. Des perspectives de recherche seront alors mises en lumière et traduites en un programme prévisionnel de recherche, inhérent à notre implication dans le réseau FREIIA.

II.1 : Inventaire thématique des initiatives innovantes

a) Les innovations par grands secteurs depuis 1971 dans les îles du Ponant

L'inventaire que nous nous proposons d'effectuer consiste en une catégorisation des différentes actions recensées à l'échelle des îles du Ponant depuis sa création en 1971. Précisons d'emblée que cet inventaire n'a aucune prétention à l'exhaustivité. D'ailleurs, les périodes correspondant aux actions identifiées sont loin de fournir une image juste des dynamiques d'innovation propre à chaque décennie : nous avons en effet considéré bien plus de projets au cours des décennies 1970 et 2010 (le début des années 2020 prolongeant la dynamique) qu'au cours des décennies 1980 ou 1990.

Cette non-représentativité périodique témoigne d'une méthode de recensement encore perfectible. Pour effectuer cet inventaire, nous nous sommes basés sur trois différentes sources :

- Un tableau des actions (innovantes ou non) menées sur les îles du Ponant depuis 1971. Ce document a été créé dans le cadre d'un stage de Master effectué par Capucine Boquet en 2021, ayant donné lieu à la réalisation d'un mémoire (Boquet, 2021)
- Les ressources internes de l'AIP : ses publications et autres rapports, ainsi que des échanges avec les salariés ayant été impliqués dans certains projets innovants
- Des recherches menées en ligne ou en échangeant avec les acteurs concernés

Le tableau des actions réalisé par Capucine Boquet a assurément constitué notre matériau de référence, celui à partir duquel les informations complémentaires que nous souhaitons obtenir pouvaient ensuite être recherchées. Nous avons ensuite nous-mêmes produit notre

propre tableau¹², selon une structuration différente, et comportant des informations mises de côté, complétées ou ajoutées. Il sera par ailleurs progressivement étoffé, précisé et corrigé tout au long du programme FREIIA.

Nous le reconnaissons assurément : ce document demeure imparfait. Il concerne près de 160 « actions » dont le caractère très hétérogène rend vaine toute ambition statistique à son égard. Le tableau agrège en effet des actions qui diffèrent significativement selon plusieurs critères : « l'intensité » du caractère innovant de l'action ; le caractère ponctuel voire isolé de l'action, ou à l'inverse son inscription dans un véritable programme engageant des acteurs dans le temps ; le nombre d'acteurs impliqués et la portée géographique du projet ; l'importance ou le caractère structurant de l'innovation pour l'île...

Malgré tout, ce document brosse un panorama assez complet des actions entreprises et offre la possibilité de produire une synthèse thématique des démarches innovantes engagées sur les îles du Ponant depuis plus de cinquante ans. Exercice nécessairement interprétatif, il se sera nourri de la documentation tantôt abondante, tantôt lacunaire ou inexistante à laquelle nous avons eu accès.

Agriculture

L'agriculture demeure encore bien établie à Belle-Île et Batz, mais des projets de relance se font jour sur d'autres îles (Ouessant et Groix notamment), où les professionnels avaient disparu. Dans le même temps, des cultures inédites (arbres fruitiers à Belle-île, viticulture à Groix, maraîchage à Aix par exemple) ou liées à des spécificités insulaires (apiculture)¹³ sont initiées. Dans un contexte général où la part de l'agriculture dans l'emploi total décroît sans discontinuer à l'échelle nationale, le développement ou la relance de l'agriculture (en général) ou de certaines activités agricoles particulières témoigne d'une logique à contre-courant qui interroge la portée innovante des projets menés. Plusieurs éléments peuvent à ce titre être considérés :

- Au niveau des objectifs : par son association à des mesures agro-environnementales et paysagères (entretien des prairies favorable à la biodiversité, désenfrichement réduisant le risque d'incendie, pratiques agricoles régénérant les sols) et par son pouvoir de préserver le foncier de la résidence secondaire ou du locatif touristique de courte durée,

¹² Le lecteur peut le retrouver en Annexes de ce document. Il se présente sous une forme assez brute et est divisé en autant de tableaux que de catégories thématiques (onze)

¹³ Avec notamment des abeilles noires génétiquement « pures » en théorie

l'agriculture structure l'aménagement du territoire et peut renforcer la qualité écologique de l'île. Elle permet en parallèle de diversifier les activités et les emplois insulaires, d'avoir des produits locaux non impactés par le surcoût du transport depuis le continent. Elle induit ainsi la possibilité d'initier des filières agroalimentaires locales de transformation et de valorisation des produits insulaires (fromagerie, textiles laineux par exemple) ou de profiter de synergies avec la demande touristique (agritourisme)

- Au niveau des méthodes : son développement peut être favorisé par l'adoption de comportements coopératifs entre producteurs ou entre producteurs et acteurs publics (mutualisation d'équipements, regroupements associatifs), favorables à la construction de projets structurants et adaptés. Une dynamique de réseau inter-îles (avec le RAIA¹⁴ ou d'autres réseaux plus spécifiquement insulaires) peut également constituer un cadre intéressant pour engager une réflexion commune et un partage des idées et expériences de chacun. Tous ces dispositifs représentent un potentiel d'innovations organisationnelles dont l'examen est indiqué.

Au niveau des stratégies de commercialisation, les faibles volumes produits encouragent une valorisation qualitative et « identitaire » afin de se démarquer au mieux de la concurrence, notamment dans la perspective d'une commercialisation sur le continent, où le coût du transport incite également à trouver des solutions logistiques innovantes.

Tableau des types d'initiatives identifiées

AGRICULTURE			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Développement-reliance agriculture	5	Préservation-développement du foncier agricole	1
Développement-reliance élevage	5	Développement-reliance maraîchage	3
Mesures agro-environnementales et paysagères	4	Transformation matière première insulaire	1
Mutualisation d'équipements ou locaux agricole/agroalimentaire	3	Développement-reliance cultures autres	1
Développement-reliance apiculture	1	Groupement acteurs de l'agriculture	1
Développement-reliance viticulture	1	Mutualisation logistique agricole	1
Diversification agricole	1	<i>TOTAL des projets recensés</i>	<i>24</i>

¹⁴ Réseau Agricole des Îles Atlantiques. Regroupe des acteurs de l'agriculture des territoires insulaires, mais aussi « semi-insulaires » (bénéficiant d'une connexion au continent via un pont), Noirmoutier, Ré et Oléron.

Des facteurs potentiellement limitants et des risques latents sont aussi à noter :

- Le problème de l'accès à la terre (parcellaire morcelé, en particulier à Ouessant, Houat ou Bréhat) et de la sécurisation du foncier (risque de changement de destination)
- Le non-renouvellement générationnel des professionnels
- La rentabilité incertaine des équipements mutualisés (exemple : abattoir de Belle-Île)
- La coordination défaillante des acteurs dans la gestion collective des équipements mutualisés
- La divergence des points de vue sur les orientations stratégiques à fixer

Artisanat (dont pêche et aquaculture)

Historiquement, l'aquaculture fit l'objet de plusieurs projets de dynamisation à partir des années 1970 et 1980 (homards, coquilles Saint-Jacques, ormeaux, moules, huîtres, algues). La qualité des eaux environnantes les îles aura assurément favorisé ces initiatives ; elle fait même l'objet d'une attention scientifique particulière à Groix, où une association œuvre à en évaluer la teneur en planctons. On notera également que des secteurs tels le bâtiment ou « l'artisanat d'art » (exemple du « marché des créateurs » à Ouessant) témoignent parfois de dynamiques singulières. On observe surtout, de manière plus générale (et comme évoqué précédemment), que l'artisanat offre la possibilité de développer des filières de transformation à partir de produits issus des secteurs primaires insulaires (cosmétique à partir d'algues ; conserveries et fumaisons ; herboristerie ; textiles en laine ; brasserie, etc). Pour ces activités, comme pour d'autres (verres et objets « fantaisie » divers, vêtements, confiseries, lunettes, cannes à pêche...), le développement d'une activité de transformation et/ou d'assemblage sur une île aux ressources limitées (dont les ressources humaines) et au marché de consommation restreint hors-saison induit des enjeux d'innovation organisationnelle, logistique et marketing spécifiques :

- Au niveau des objectifs : Comme pour l'agriculture, l'artisanat constitue un panel d'activités en mesure de maintenir un tissu d'activités non-touristiques et, par-là même, tout un patrimoine de savoir-faire valorisables de différentes manières. Un des défis est alors de développer une coordination entre différentes activités interdépendantes afin d'initier une logique de filière valorisant les savoir-faire insulaires et maintenant une activité à l'année.

- Au niveau des méthodes : Trouver des dispositifs permettant aux entreprises d'accéder à un foncier suffisant ; mettre en place des mutualisations pour bénéficier d'équipements ou de solutions logistiques et de stockage indispensables, ou pour réutiliser certains « consommables » (exemple du verre consigné) ; développer des stratégies commerciales de valeur plus que de volume (à l'instar de l'agriculture) ; diversifier ou adapter les champs de compétences pour maximiser la valeur ajoutée...

Les regroupements corporatistes ou autres formes de mise en réseau (à l'échelle inter-îles notamment) constituent également des cadres de réflexion et d'actions qu'il nous faudra interroger.

Tableau des types d'initiatives identifiées

ARTISANAT			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Projet de foncier économique	1	Développement-reliance artisanat autre	1
Développement-reliance pêche-aquaculture	11	Transformation matière première insulaire	8
Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	9	Groupement acteurs de l'artisanat	3
Groupement acteurs de la pêche-aquaculture	4	<i>TOTAL des projets recensés</i>	25

Facteurs limitants et risques latents :

- La disponibilité du foncier économique
- Le recrutement difficile : manque de personnels insulaires qualifiés, problèmes de logement pour les recrues non-insulaires (ainsi que pour les jeunes insulaires souhaitant « décohabiter » du foyer parental tout en demeurant sur l'île)
- La rentabilité incertaine des équipements mutualisés
- La coordination ou l'entente défaillante des acteurs autour de la gestion collective de ces équipements ou dans la production de consensus minimaux entre différentes activités interdépendantes

Economie et développement (en général)

Si la création fondatrice de l'Association des Îles du Ponant en 1971 constitue un point de départ des stratégies de développement à une échelle inter-îles, et que d'autres initiatives de soutien à l'activité économique insulaire auront vu le jour au cours de la même décennie, une reprise en main proactive de l'avenir des îles par l'activité économique a été véritablement amorcée à partir des années 2010. Plusieurs sujets ont ainsi été mis en lumière : l'entrepreneuriat, l'économie sociale et solidaire, le financement, la transition écologique, ou encore la consolidation du commerce insulaire... En toile de fond, la question structurante du logement s'est également érigée en un terrain politique majeur que les municipalités insulaires, aux côtés d'autres territoires, devaient investir de concert au niveau national.

Les enjeux d'innovation peuvent être synthétisés comme tels :

- Favoriser les mutualisations et les mises en réseau à différentes échelles et y créer des gouvernances ouvertes
- Développer des outils « immatériels » de développement économique propres aux îles : marques ou labels, moyens de paiement soutenant une « préférence insulaire » (exemple des chèques Cad'Oya destinés à stimuler le commerce de l'île d'Yeu), moyens de financement de projets locaux...
- Valoriser de manière optimale les complémentarités entre acteurs et entre champs de compétences insulaires, avec l'idée de consolider des logiques de chaînes de valeur insulaires ou inter-insulaires
- Adopter des comportements « opportunistes » et expérimentaux face aux évolutions légales ou réglementaires ou face aux appels à projets qui peuvent se présenter

Tableau des types d'initiatives identifiées

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT (en général)			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Initiatives en faveur du développement d'activités économiques	3	Moyen de paiement en faveur du commerce insulaire	1
Mise en réseau et fédération des professionnels	1	Mutualisation de moyens financiers privés pour porter des projets de développement insulaire	1
L'enjeu de l'entrepreneuriat insulaire comme objet de recherche-action	2	Mutualisation pour assurer un service de transport de fret	1
Mise en réseau des entreprises insulaires	1	Valorisation des co-produits d'artisans insulaires	1
Mutualisation d'outils marketing	1	Initiatives collectives en faveur de la transition énergétique des entreprises	1
L'économie sociale et solidaire comme objet de recherche	1	Fédération des municipalités insulaires	1
Mutualisation de moyens en faveur d'une observation partagée des finances publiques insulaires	1		
Activation d'un nouveau levier fiscal en faveur du logement à l'année	1	<i>TOTAL des projets recensés</i>	<i>14</i>

Facteurs limitants et risques latents :

- *Les mêmes que pour l'artisanat*
- Un risque politique : une forme « d'entrisme » des intérêts particuliers des résidents secondaires dans les conseils municipaux des îles

Tourisme

Le tourisme étant le secteur économique dominant des îles, il cristallise nombre d'enjeux insulaires autour de lui. Il s'affirme ainsi comme un domaine d'innovation important, en particulier dans la valorisation de ses dimensions sociale et environnementale. Le tourisme constitue effectivement une porte d'entrée sur la richesse mais aussi sur la fragilité des

patrimoines insulaires. Cette valorisation sous contrainte induit alors des innovations dans les registres suivants :

- La construction d'une offre touristique à l'année, transgressant potentiellement les codes de la « carte postale » insulaire
- La construction d'un tourisme durable ou de séjours pédagogiques axés sur les ressources insulaires
- Des méthodes d'évaluation et de gestion quantitative et qualitative des flux touristiques
- Une mise en réseau et une coordination des acteurs du tourisme à différentes échelles comme conditions d'efficacité des trois points précédents

Tableau des types d'initiatives identifiées

TOURISME			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Tourisme de découverte du patrimoine marin	1	Valorisation touristique de la spécificité insulaire	5
Développement tourisme social en faveur du territoire	3	Lutte contre l'hyper-fréquentation	2
Développement de la désaisonnalisation touristique	3	<i>TOTAL des projets recensés</i>	<i>15</i>
Mise en réseau des acteurs du tourisme insulaire	2		

Préservation et découverte du milieu insulaire

En lien étroit avec le tourisme, les îles ont acquis un savoir-faire en matière de préservation et de découverte du milieu insulaire. Il leur permet de créer de la richesse marchande mais aussi de faire connaître les spécificités insulaires au plus grand nombre, et de les sensibiliser ainsi à des enjeux environnementaux, et plus largement patrimoniaux, qui concernent des espaces non-réductibles aux îles. Les îles deviennent ainsi des avant-gardes, des territoires d'exemplarité, et s'instituent en terrain pédagogique et scientifique privilégié.

Les enjeux d'innovation que nous identifions sont les suivants :

- La création de structures et de lieux originaux de valorisation des patrimoines insulaires et leur gouvernance ouverte entre acteurs insulaires et non-insulaires
- Le tissage de relations fécondes avec les milieux de la recherche et de la formation (auprès des enfants, des jeunes et des étudiants notamment)
- La construction d'une offre touristique hors-saison originale (lien fort avec le tourisme durable)
- Être un levier d'adoption de nouveaux comportements en faveur de l'environnement (dépollution, lutte contre les invasions biologiques)

Tableau des types d'initiatives identifiées

PRESERVATION ET DECOUVERTE DU MILIEU INSULAIRE			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Innovation pédagogique : immersion dans le milieu insulaire	1	Création d'une structure publique inédite de préservation et de valorisation de l'environnement marin	1
Les spécificités insulaires comme objets de médiation et d'appropriation scientifique	5	Valorisation pédagogique et économique du patrimoine culturel bâti	1
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique	11	Actions exemplaires de dépollution d'un site naturel	1
Les risques insulaires comme objets de sensibilisation et d'action	1	Les spécificités insulaires comme objets de valorisation scientifique et économique	3
Actions exemplaires de préservation de la biodiversité	2	Organisation d'une offre avancée de mobilité non-thermique	1
Création d'une structure publique inédite de préservation et de valorisation des patrimoines	1	<i>TOTAL des projets recensés</i>	<i>21</i>

Des facteurs potentiellement limitants sont aussi à noter :

- La non-appropriation des savoirs insulaires (et des compétences de médiation autour de ces savoirs) par la communauté insulaire, et le risque de déconnection entre des personnes dont l'île est l'objet du travail (sans y vivre forcément) et ceux pour qui l'île est le lieu de vie plus généralement

Culture

Par leurs spécificités historiques, géographiques et patrimoniales – déjà évoquées –, les îles sont créatrices d'une matière culturelle dense, dont le pouvoir de pénétration des imaginaires est fort, affectant inmanquablement les publics continentaux. Comme une déclinaison des enjeux de « découverte du milieu insulaire », la culture représente un champ de compétences et d'activités créatrices de valeurs marchandes mais aussi d'une animation socio-culturelle qui contribue à la vitalité des îles, tout en offrant une caisse de résonance à certains de leurs enjeux ou à certaines de leurs revendications. Divers événements (littéraires, musicaux, cinématographiques, ou plus généralement festifs) ont ainsi été initiés, à destination des insulaires de chaque île, des insulaires du Ponant ou d'ailleurs ou d'un public indifférencié, parfois même international.

➔ *Les enjeux d'innovation propres au domaine culturel, tout comme les facteurs limitants qui leur sont associés, sont peu ou prou les mêmes que ceux relatifs à « la préservation et la découverte du milieu insulaire ».*

Tableau des types d'initiatives identifiées

CULTURE			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Evenement culturel de rayonnement extra-local porté sur l'insularité et les ressources insulaires	4	Evenement culturel de rayonnement extra-local	2
Organisation d'événements culturels pour les insulaires	1	L'île comme terrain de production culturelle originale	1
		<i>TOTAL des projets recensés</i>	8

Eau, Energie, Déchets

Déchets : Puisqu'à la vulnérabilité du milieu insulaire s'ajoute une précarité fréquente en termes de finances publiques¹⁵, la gestion des déchets sur les îles s'affirme comme une question centrale pour les communes insulaires (ou les EPCI en charge de cette question). Saisonnalité très marquée de la présence humaine (et donc du volume de déchets produits), réseau viaire parfois inadapté au passage de véhicules de ramassage, équipements de traitement mal calibrés, voire insuffisants, ou encore transferts compliqués et onéreux des déchets vers le continent... : les contraintes sont telles que les potentiels d'innovation sont partout, que compile un rapport de Jézéquel et *al.* (2019) pour le compte de l'Association des Îles du Ponant :

- Réduction à la source des déchets (sobriété ; limitation des conditionnements)
- Réemploi (*upcycling*) : étudier le rôle joué par les recycleries et ressourceries
- Revalorisation des déchets inertes dans la construction d'infrastructures routières ou dans la production d'objets artistiques/esthétiques valorisables dans les espaces publics
- Amendement des sols par certains bio-déchets
- Production d'énergie par méthanisation ou pyrolyse des déchets verts
- Réduction des volumes de déchets avant transfert vers le continent
- De manière transversale : la coordination et la coopération des différentes parties prenantes des chaînes de valeurs qui se dessinent alors, depuis l'île jusqu'au continent ; les cadres contractuels ou de gouvernance précisant la répartition des rôles de chacun

Energie : Les îles de Ouessant, Molène et Sein ont la particularité de ne pas être raccordées au réseau électrique continental¹⁶. Toute l'énergie consommée doit donc être produite sur place. Si les centrales au fioul ont longtemps représenté la solution dominante, celle-ci s'avère onéreuse et peu adaptée aux enjeux de la transition énergétique¹⁷. Il y a donc là un contexte favorable à l'adoption de sources d'énergies renouvelables (en particulier, l'hydraulien, l'éolien et le solaire), de surcroît quand on sait que les îles sont souvent ventées, que leurs eaux avoisinantes sont parfois traversées par de puissants courants (Fromveur) ou que leur ensoleillement se veut globalement plus marqué que sur les littoraux continentaux de proximité. Des projets d'ampleur sont alors lancés, parfois stoppés certes (nous y reviendrons), dans lesquels les collectivités

¹⁵ Surcoût de 40% subi par les finances publiques des communes insulaires du Ponant, en partie compensé par l'enveloppe annuelle de la Dotation Communale d'Insularité, que ces dernières perçoivent depuis 2018

¹⁶ On parle alors de ZNI (Zones Non Interconnectées)

¹⁷ La production d'électricité sur ces trois îles émettait en 2018, **treize fois plus** de CO2 que la production continentale moyenne. Ce taux est plus faible aujourd'hui, du fait de l'adoption de sources d'énergies renouvelables depuis cette date.

insulaire trouvent leur place aux côtés d'autres acteurs du secteur de l'énergie. Les machines et édifices produisant ces énergies résultent parfois d'éminentes innovations technologiques, mais initiées hors des îles. En ce qui nous concerne, les initiatives innovantes à étudier sur les îles relèvent davantage des modes de gestion et d'organisation relatifs aux enjeux énergétiques :

- Réduction des consommations (engagement individuel de chacun dans un comportement sobre, rénovation du bâti, réduction et décarbonation des mobilités sur l'île...) et actions de sensibilisation/communication associées
- Optimisation de la gestion de l'énergie produite (stockage, distribution, suivi), notamment au travers des dispositifs de *smart-grids* (non-réductibles aux ZNI)
- De manière transversale : les formes de coopération entre acteurs et les modalités de coordination de leurs (inter-)actions, et *in fine* les dispositifs originaux qui peuvent les formaliser
- De manière transversale : la prise en compte et la gestion des revendications de la société civile
- En parallèle, les activités de maintenance et d'entretien des structures de production d'énergies renouvelables, tout comme les dispositifs *smart-grids*, créent de l'emploi. Pour les insulaires, il peut y avoir une opportunité à se positionner sur ces champs de compétences inédits (exemple de Scaph'Eusa¹⁸ qui intervient sur l'hydrolienne D10).

La ressource en eau : la majorité des îles du Ponant connaissent une situation d'insularité hydrique : l'eau consommée doit être prélevée sur l'île car aucune canalisation ne la relie au continent. Cette situation peut être problématique pour différentes raisons : manque de ressources pour couvrir les besoins en période de sécheresse et d'afflux de populations (exemple de Groix à l'été 2022) ; surcoût de gestion des équipements pour la collectivité ; aspect très énergivore de la désalinisation par osmose inverse quand ce procédé constitue une solution d'approvisionnement (principale à Sein ; auxiliaire ou temporaire à Molène ou Groix).

De manière générale, la ressource en eau étant fragile et rare, l'insularité hydrique couplée à une forte pression touristique estivale impose une consommation raisonnée et une gestion adaptée, source d'innovations :

- Dispositifs de réduction des consommations d'eau, comprenant un effort de sensibilisation auprès des populations et visiteurs

¹⁸ Entreprise de Ouessant, qui réalise de l'entretien portuaire et des travaux sous-marins (entretien, réparation, maintenance)

- Dispositifs (individuels et collectifs) de récupération, de « tri » (à l'instar des déchets) et de valorisation différenciée des eaux pluviales
- Projets visant à favoriser le remplissage des nappes phréatiques, au croisement des pratiques agricoles et de l'urbanisme (exemple de la réglementation, décidée par la municipalité de Houat, d'interdire les piscines et l'imperméabilisation des sols)
- De manière transversale : modes de coordination ou de gouvernance permettant la mobilisation efficace et coopérative des parties prenantes de la gestion de l'eau

Tableau des types d'initiatives identifiées

EAU, ENERGIE, DECHETS			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Solutions pour l'approvisionnement en eau	2	Dispositifs de transition énergétique et écologique	6
Développement des énergies renouvelables	6	Dispositifs de gestion de la ressource en eau	1
Dispositifs de réduction ou de maîtrise des consommations d'énergie	5	Optimisation de la gestion des déchets	4
Dispositifs d'amélioration/sécurisation de l'approvisionnement en énergie	1	<i>TOTAL des projets recensés</i>	22

Facteurs limitants et risques latents :

- Les incidences paysagères (forcément subjectives) et environnementales (réelles, probables ou fantasmées) intiment aux porteurs de projet de développement des énergies renouvelables (en particulier de l'éolien) : d'une part, la réalisation d'études préalables poussées sur la pertinence des sites d'implantation et les risques environnementaux qui leur sont associés ; d'autre part, un effort de concertation régulier avec la société civile insulaire, afin de désamorcer les points de désaccord

- Dans le cas de la technologie peu mature de l'hydrolien, les projets menés connaissent une forme de dépendance aux entreprises qui en maîtrisent la technicité, peu nombreuses en France et en Europe et au modèle économique encore balbutiant, en atteste le redressement judiciaire survenu en 2023 à l'encontre de Sabella, l'entreprise conceptrice de l'hydrolienne située au large d'Ouessant et qui en assure la maintenance
- Plus généralement, la diversité des parties prenantes impliquées (et l'interdépendance de leurs rôles respectifs) dans les problématiques eau-énergie-déchets confère une capacité de blocage importante à tout acteur dont la collaboration serait défaillante

Social et santé

Plusieurs caractéristiques insulaires induisent des enjeux sociaux et sanitaires forts : le vieillissement de la population (et la proportion déjà élevée des personnes de plus de 60 ans), la difficulté d'attirer et maintenir des professionnels de santé ; l'existence de facteurs de renonciation aux soins (faibles revenus des habitants de certaines îles, conditions difficiles de transfert maritime vers le continent) et une prévalence forte des comportements à risques ; des taux de chômage plus élevés et des revenus plus faibles en général (malgré une forte disparité inter-îles) que sur le continent.

Les pistes d'innovation identifiées sont alors les suivantes :

- La mise en réseau des professionnels de santé pour organiser la permanence d'une offre de soins sur les îles
- La structuration d'actions coordonnées et adaptées aux îles par le biais d'un contrat multilatéral à l'échelle inter-îles : le Contrat Local de Santé (CLS) des îles bretonnes du Ponant
- Le développement de la télé-médecine (indiqué dans le CLS) et de télé-services visant à assurer l'accès des insulaires aux services publics de base (maisons France Services)
- Le développement d'initiatives solidaires (dons, troc...)
- La vitalité associative des îles comme vecteurs d'inclusion sociale

Tableau des types d'initiatives identifiées

SOCIAL, SANTE			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Réflexion/action autour de l'avenir de la jeunesse insulaire	1	Initiatives solidaires	1
Réflexion/action autour des difficultés d'un public spécifique : les enfants	1	Mutualisation de moyens pour permettre l'accès de chacun aux services publics	2
Réflexion/action autour des difficultés d'emploi d'un public spécifique : les femmes	1	Mise en réseau des acteurs de la santé	1
Contractualisation pour mener une action de santé concertée et adaptée à l'insularité	2	Mutualisation de moyens pour permettre à chacun l'accès à une mobilité motorisée	1
Mutualisation de moyens pour répondre aux enjeux de santé	4	<i>TOTAL des projets recensés</i>	<i>15</i>

Facteurs limitants et risques latents :

- Les difficultés d'installation et, le cas échéant, de logement des professionnels de santé (qui, pour l'essentiel, ne résident pas sur l'île)
- Le désengagement de l'acteur public dans le maintien de certains services de proximité pour des raisons de rentabilité

Habitat et foncier

Les questions de l'habitat et de la maîtrise du foncier composent la clé de voûte des stratégies de développement des îles, territoires convoités mais limités et finis. La faible disponibilité du foncier et de l'immobilier, et leur prix de plus en plus élevé, contraignent en effet fortement les projets d'installation résidentielle à l'année (ou même le logement des travailleurs saisonniers), tout comme le développement de l'activité économique et des services essentiels, ou encore les initiatives de relance et de maintien de l'agriculture.

Concernant la problématique prioritaire du logement, un panel de solutions sont envisageables et interpellent, par leur nécessaire adaptation au contexte spécifique de chaque île, le pouvoir d'expérimentation des communes insulaires :

- L'application du droit de préemption par les communes
- La mise en place de baux réels solidaires avec les Offices Fonciers Solidaires
- La majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (effet dissuasif mineur mais solution pour financer du logement à l'année)
- Instauration de quotas de meublés touristiques (exemple malouin)
- Instauration d'un quota de résidences secondaires (exemple suisse)
- Instauration d'un statut de résident préalable à tout achat immobilier (probablement anticonstitutionnel)
- Saisir les opportunités de réaménagement des bâtiments existants disponibles pour en faire du logement
- Le développement de l'habitat réversible et écologique¹⁹, comme envisagé à Yeu, qui permettrait de prévenir l'artificialisation des sols, d'offrir des solutions de logements à l'année dans différentes zones des Plans Locaux d'Urbanisme, tout en maintenant la Commune maître de son foncier (elle reste propriétaire du terrain)
- Mener une campagne de communication incitant les propriétaires à privilégier des locataires « à l'année » ou à vendre leur bien à des acquéreurs souhaitant faire de l'île leur lieu de résidence principal

Tableau des types d'initiatives identifiées

HABITAT ET FONCIER			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Solutions de production de logement social	4	Dispositifs en faveur d'une production de logement sans artificialisation des sols	1
Dispositifs en faveur du logement à l'année	5	Dispositifs de maîtrise du foncier	1
Solutions de production de logement pour saisonniers	1	<i>TOTAL des projets recensés</i>	<i>11</i>

¹⁹ « Habitats démontables, mobiles et/ou compostables qui permettent au terrain de revenir dans son état initial lorsqu'ils sont déplacés. Ces habitats doivent avoir des fondations réversibles (pierres sèches, vis de fondation, pneus, etc..). Les fondations en béton sont donc exclues. Les habitats réversibles sont souvent autonomes en énergie et construits avec des matériaux écologiques » (Association Savoir-Faire des Îles du Ponant, 2022).

Facteurs limitants et risques latents :

- Des incompatibilités légales, voire constitutionnelles (qui supposent alors un pouvoir de lobbying politique des élus insulaires, au travers notamment de relais parlementaires)
- La primauté de l'appât du gain pour les propriétaires optant pour du meublé touristique ou préférant céder leur bien aux plus offrants malgré une absence de projet d'installation à l'année chez ces derniers
- Le morcellement du foncier, qui contraint les projets de construction
- La frilosité politique de certains élus ?

Education et formation

En lien étroit avec les thématiques sociales et sanitaires, celles de l'éducation sont cruciales pour les îles car elles conditionnent en partie leur attractivité auprès des familles, et donc le renouvellement d'une population jeune. En l'état, il existe une incertitude quant au maintien des établissements scolaires sur certaines îles (notamment le Collège des Îles du Ponant) sans compter la quasi-inexistence d'établissements de formation après le collège (à l'exception de l'école des formations maritimes de l'île d'Yeu). Le déficit de formations (pour adultes) adaptées aux besoins de l'île peut également être vu comme un facteur aggravant les problématiques de recrutement des entreprises insulaires.

En parallèle, les spécificités culturelles et naturelles des îles en font un terrain d'étude privilégié, dans une optique d'éducation populaire tout comme dans le cadre de projets d'enseignement classiques (de la maternelle au supérieur), notamment au profit de publics continentaux. Différentes initiatives innovantes peuvent alors être identifiées ou envisagées :

- La mise en place et la consolidation du Collège des îles du Ponant
- L'émergence de structures de formations pour adultes (expérience tentée à Groix avec des formations au numérique mais interrompue au bout de deux ans)
- La mise en place de centres/pôles (dont des tiers-lieux) permettant l'accès, la diffusion et l'échange autour des ressources pédagogiques liées à l'insularité, à même de structurer des relations île-continent dans un autre registre que celui du tourisme [*lien fort ici avec la thématique « préservation et découverte du milieu insulaire »*].

Tableau des types d'initiatives identifiées

EDUCATION ET FORMATION			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Innovation pédagogique : immersion dans le milieu insulaire	1	L'île comme terrain privilégié d'apprentissage	1
Dispositifs de formations adaptées pour les enjeux insulaires	1	L'île comme terrain d'innovation pédagogique	2
Mise en place d'une structure éducative en réseau	1	<i>TOTAL des projets recensés</i>	5

Facteurs limitants et risques latents :

- Soutien défaillant de l'Education Nationale et des autres parties prenantes impliquées dans le Collège des Îles du Ponant
- Renouvellement insuffisant des populations jeunes
- Raisons de l'échec des formations proposées par l'association Initiatives Groix : perception erronée des besoins aboutissant à des prestations peu pertinentes ou mal calibrées

Numérique

En tant que solution de mise en relation à distance des lieux et des hommes, le numérique offre aux insulaires des perspectives inédites leur permettant de s'affranchir partiellement des contraintes de l'insularité. Concernant les applications concrètes du numérique comme les modalités de déploiement des infrastructures nécessaires, plusieurs initiatives innovantes ou en faveur d'une démarche innovante peuvent être identifiées ou envisagées :

- La réception du haut-débit par la fibre via des câbles hybrides associant la distribution du flux internet et celui de l'électricité (Belle-Île et Groix)
- Les projets de *smart-grids*
- La mise en place de dispositifs de téléservices (dont la télémedecine)

- La possibilité de développer et conforter certaines activités (notamment celles induisant des relations stratégiques avec des fournisseurs lointains) ou d'en attirer de nouvelles (travailleurs du numérique)
- Créer des lieux d'accès à de multiples ressources pour les insulaires de tous âges (exemple des Micro-folies)

Tableau des types d'initiatives identifiées

NUMERIQUE			
Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées	Types d'innovation	Nombre d'initiatives concernées
Solutions alternatives de réception du haut-débit	2	Dispositifs d'amélioration / sécurisation des systèmes de télécommunication	1
Maintien des services à distance via le numérique	1	Création d'un lieu inédit afin de favoriser l'accès des publics aux services numériques	1
Dispositif de réception du haut-débit	3	Le numérique comme levier de développement de la santé	1
		<i>TOTAL des projets recensés</i>	<i>7</i>

b) Dynamiques transversales et tendances générales des démarches d'innovation

A la suite de cet inventaire par secteurs des démarches innovantes (ou en faveur de l'innovation), quelques remarques générales peuvent être exprimées quant aux évolutions chronologiques des objectifs poursuivis et des modalités d'action retenues.

Nous avons tout d'abord observé une certaine constance, voire un renforcement, des actions visant à répondre aux contraintes – elles-mêmes peu évolutives – des îles. On retrouve alors :

- La gestion des surcoûts insulaires et les solutions adaptées pour y faire face (mutualisation d'équipements notamment)
- Les solutions de maintien d'une vie sociale et d'une activité économique à l'année malgré les fortes convoitises exogènes qui pèsent sur un espace disponible extrêmement limité

- La nécessité d'accompagner le développement du tourisme et de gérer ses effets collatéraux : actions en faveur du maintien d'autres secteurs économiques (malgré leur déclin structurel général), l'étalement annuel de la fréquentation touristique, le rapprochement stratégique entre tourisme et ressources insulaires (savoir-faire, patrimoines...) avec un effort de sensibilisation des visiteurs à l'enjeu de leur préservation

Des évolutions sont malgré tout identifiables :

- Une formulation des enjeux moins sectorisée et de plus en plus transversale, qui exprime la reconnaissance de l'île comme un milieu complexe et interdépendant.
- La prise d'importance d'enjeux sociétaux, faisant eux-mêmes l'objet d'approches transversales : actions structurantes en faveur de la santé ; projets d'ampleur autour de la transition écologique ; action en faveur du maintien des services publics (dont les établissements scolaires), menacés par la déprise démographique
- Le passage à une logique « de projet » de plus en plus complexe : au niveau du nombre et de la diversité des acteurs impliqués (ce qui confirme l'intérêt d'un examen des gouvernances), et au niveau des espaces auxquels ces derniers se rattachent (recrudescence des liens et réseaux d'acteurs inter-îles ou îles-continent)

En outre, nous souhaitons signifier notre étonnement face à la quasi-absence des thématiques relatives aux commerces et services, ainsi qu'aux transports, dans l'inventaire réalisé – constat qui ne saurait en aucun cas affirmer l'absence effective d'initiatives sur ces sujets. Nous pensons en effet que le commerce ou les transports, par leur rôle d'interface (entre le producteur et le consommateur ; entre l'île et le continent) sont au cœur des enjeux insulaires et possèdent en ce sens un potentiel caractère stratégique dont notre recherche tâchera de rendre compte.

La prégnance de dynamiques transversales

Lors de l'inventaire réalisé, nous n'avons pas seulement défini des types d'innovation propres à chaque thématique, nous avons également regroupé ces types d'innovation en plusieurs catégories « inter-thématiques », transversales donc. Le tableau 1²⁰ fournit une synthèse de cette catégorisation.

²⁰ La coloration en orange pâle indique une dynamique innovante au niveau des **objectifs poursuivis**, et en violet sur les **méthodes employées**. L'absence de coloration indique un caractère indéterminé.

	Agriculture	Artisanat	Economie et développement	Tourisme	Préservation et découverte du milieu insulaire	Eau, Energie, Déchets
Diversification des sources de création de richesse	15	15	10	7	4	0
Mise en réseau	1	6	7	3	6	2
Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales	4	0	0	10	11	0
Mutualisation	4	12	3	0	1	0
Gestion du foncier économique et agricole	1	1	0	0	0	0
Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets	1	0	2	0	3	21
Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires	0	3	4	1	13	1
Rayonnement du territoire insulaire	0	0	0	6	3	0
Inclusivité	0	0	4	4	3	0
Contractualisation, programmation	0	1	1	4	4	10
TOTAL des projets recensés par catégories	24	24	14	15	21	22
	Habitat et foncier	Social, Santé	Education et formation	Numérique	Culture	TOTAL des occurrences
Diversification des sources de création de richesse	0	0	2	0	0	53
Mise en réseau	0	2	3	0	4	34
Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales	1	1	0	0	0	27
Mutualisation	0	7	3	1	0	31
Gestion du foncier économique et agricole	0	0	0	0	0	2
Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets	0	0	0	0	0	27
Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires	0	0	3	0	0	25
Rayonnement du territoire insulaire	0	0	2	0	7	18
Inclusivité	11	15	4	7	3	51
Contractualisation, programmation	1	2	1	3	1	28
TOTAL des projets recensés par catégories	11	15	5	7	8	

Tableau 1 : Les dynamiques transversales des actions innovantes identifiées. *Source : tableau des actions innovantes des îles du Ponant, réalisé par Maxime Turck sur la base d'un travail de Capucine Boquet (2021)*

- La diversification des sources de création de richesse

Cette dynamique transversale exprime deux phénomènes :

La diversification des sources de création de richesse **à l'échelle de l'île** : il s'agit là de développer toutes les opportunités de création de nouvelles activités en mesure de créer de l'emploi et de diversifier/consolider un tissu économique et des profils de compétences jusqu'à très orientés « tourisme ». A ce titre, nous compléterons nos observations par le résultat d'une enquête sur les îles du Ponant (Corsi, 2020, p. 256), s'intéressant notamment à leur économie, qui relevait que « l'artisanat » et surtout « l'agriculture » étaient les deux activités les plus citées à la question « *quelle activité pourrait être créée ou développée aujourd'hui ?* ».

La diversification des sources de création de richesse pour **une même entreprise** : sont ici considérées les initiatives de diversification horizontale (fourniture d'une prestation inédite autour d'une même activité : exemple du pescatourisme pour un pêcheur) et de diversification verticale (création d'une nouvelle activité autour d'un même produit : exemple de la vente directe pour un agriculteur)

- La mutualisation matérielle

La mutualisation matérielle concerne toutes les initiatives où des acteurs vont déployer des moyens dans le but de se doter collectivement d'un outil, d'un équipement ou d'une structure qui leur permettra d'augmenter leur niveau d'activité et/ou de réduire leurs coûts. Il peut par exemple s'agir de la mise en place d'un système de collecte de lait auprès des producteurs laitiers (exemple de Belle-Île), d'un espace commun de vente ou encore d'un lieu partagé améliorant les conditions de stockage et d'exercice de l'activité (exemple du Pôle mer de Groix pour l'aquaculture). Cette logique s'exprime également dans le cadre des professionnels de la santé (maison de santé). Production, logistique, commercialisation, pôle de prestations... les mutualisations peuvent finalement concerner tous les secteurs d'activités. Nos données nous montrent malgré tout une plus forte prévalence des mutualisations dans les secteurs de l'artisanat et du social et de la santé.

- La mise en réseau des acteurs

Dynamique proche de celle de la mutualisation, la mise en réseau des acteurs procède d'une logique relationnelle visant à mettre en commun des ressources plus immatérielles, telles que les idées, les expériences, mais aussi la visibilité et le pouvoir (de revendication notamment). Elle concerne alors les regroupements d'acteurs qui s'opèrent selon un critère d'appartenance

corporatiste (les agriculteurs, les pêcheurs, les professionnels de la santé ou du bâtiment, etc) ou selon des objectifs particuliers (accroître la visibilité commerciale [Savoir-Faire des Îles du Ponant], mieux gérer le transport de fret, développer l'offre culturelle, etc).

Mais puisque cette mise en réseau n'implique pas nécessairement une incarnation formelle dans un lieu, elle peut aussi s'affranchir d'une implantation sur telle ou telle île, et se définir ainsi à une échelle inter-îles, décuplant l'ampleur et la portée du réseau. Le tableau 1 nous montre quant à lui que les pratiques de mise en réseau sont effectives dans quasiment tous les secteurs.

- La gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales

L'environnement, les patrimoines constituent des ressources fragiles qui composent la base même de la richesse et de l'attractivité des îles. Quels que soient les secteurs, tous ont ainsi intérêt, directement ou non, à agir en faveur de leur préservation et de leur valorisation raisonnée. Certains acteurs sont toutefois spécifiquement impliqués dans cet enjeu transversal (gestionnaires de parcs naturels, Conservatoire du littoral), quand d'autres le sont de manière très étroite (tourisme, agriculture et pêche, habitat) ou indirecte (éducation, gestion des déchets, entreprises en général).

La gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales représente finalement autant un objectif stratégique de développement durable qu'un moyen de favoriser opportunément le dynamisme économique et associatif de l'île. Elle peut ainsi s'inscrire comme un puissant vecteur de consensus et d'action collective par sa capacité à esquisser un horizon commun désirable. Cependant, par les dimensions affectives qu'elle interpelle et sa faculté à concerner tout le monde, chacun peut dès lors se prévaloir d'une certaine légitimité à contester les projets menés. De forts enjeux de gouvernance s'appliquent donc en matière de gestion des ressources naturelles et patrimoniales.

- La gestion durable des ressources (eau et énergie) et déchets

La gestion durable des ressources « vitales » (eau et énergie) et des déchets constitue elle aussi un enjeu transversal car elle nécessite la coopération et la coordination d'une multitude d'acteurs : chaque entreprise, chaque citoyen consomme en effet de l'eau et de l'énergie, et produit des déchets, ; de même – et cela peut stimuler des innovations intéressantes –, plusieurs acteurs sont amenés à produire de l'eau et de l'énergie (programmes PHARES²¹ et ICE²², que

²¹ Programme d'Hybridation Avancée pour Renouveler l'Energie dans les Systèmes insulaires

²² Intelligent Community Energy. ICE un programme issu de l'Interreg France-Manche-Angleterre

nous présenterons ultérieurement) et à transformer les déchets (exemple du projet Verre du Ponant) en de nouvelles ressources productives. A l'instar des ressources naturelles et patrimoniales, la gestion des ressources d'eau, d'énergie et des déchets s'inscrit en fait dans une logique de projet au croisement d'enjeux sociétaux globaux et de contraintes fonctionnelles localisées. Elle favorise ainsi l'engagement des acteurs (insulaires et continentaux) dans des actions inédites. Mais, suivant les mêmes raisons que pour la gestion des ressources naturelles et patrimoniales, les questions de gouvernance sont ici cruciales : derrière les principes (consensuels ou discutés) interagissent irrémédiablement des intérêts et des sensibilités contrastés, voire divergents, dont la cohabitation nécessite parfois régulation.

- **La recherche et la valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires**

Tourisme, artisanat (et économie plus largement), préservation et découverte du milieu insulaire, gestion des ressources naturelles, gestion de l'eau, de l'énergie et des déchets, éducation et formation : toutes ces thématiques font (ou ont fait) l'objet d'une action de recherche ou de valorisation scientifique ou pédagogique. Ces initiatives peuvent concerner à la fois des publics scolaires (classes de mer), des étudiants, des programmes de recherche universitaire (ID-Îles, OdySéYeu) ou encore témoigner d'une visée appliquée au profit des entreprises (recherche sur le plancton et l'ormeau à Groix) ou des défis insulaires plus généralement (impacts de la fréquentation des îles). On notera également le lien spécial qui existe entre l'Université de Brest et Ouessant en matière de collaborations scientifiques et culturelles (Brigand, 2021).

L'intérêt de ces démarches est double : faire de l'île un lieu de recherche privilégié, un lieu où s'agglomèrent différentes compétences, potentiellement appropriables par les insulaires, et donc vectrices d'emploi ; diffuser ainsi la connaissance sur les îles et informer les publics comme les responsables politiques des enjeux de leur préservation.

- **Le rayonnement du territoire insulaire**

Cela nous amène ainsi à nous pencher sur l'enjeu transversal de rayonnement du territoire insulaire, principalement porté par « la préservation et la découverte du milieu insulaire » mais aussi par le tourisme, la culture, l'éducation ou encore les activités économiques (dont l'artisanat). Ce rayonnement permet de faire connaître l'insularité sur le continent, et par-là même, de faire reconnaître sa spécificité, ses enjeux, et la nécessité de les doter des outils (techniques, juridiques, financiers, contractuels) leur permettant d'y faire face.

- L'inclusivité de l'île et par l'île

La question de l'inclusivité est une thématique sociétale majeure en ce XXI^{ème} siècle. Elle se traduit de manière originale sur les îles :

Premièrement, l'attractivité de l'île auprès de publics exogènes (touristes, résidents secondaires, investisseurs immobiliers) pose en miroir la question de son inclusivité interne : comment les insulaires ou ceux aspirant à le devenir (citoyens, travailleurs, entrepreneurs, agents du secteur public, mais aussi les enfants et les jeunes, les « vieux » et les handicapés) parviennent à se créer les conditions d'une vie non seulement décente mais également riche d'un point de vue social et culturel, malgré la rareté et la cherté du foncier et de l'immobilier, et en dépit du surcoût en partie incompressible de la vie insulaire ? Les enjeux sont grands et les potentiels d'actions innovantes le sont dans des proportions équivalentes (solutions de logement, accès aux services publics ou à la culture...), revalorisant par ailleurs la propension des communautés insulaires à faire preuve de solidarité, d'entraide et de convivialité (Bégué et *al.*, 2022).

Deuxièmement, les îles, par leur douceur, leur dépaysement ou leurs richesses offrent un précieux cadre de résilience, d'émancipation et d'apprentissage pour des publics externes. Elles composent ainsi des lieux d'accès à des ressources rares qui peuvent être à l'origine d'actions et de politiques sociales aussi innovantes que pertinentes (classes de mer, tourisme social, écoles de voiles « type Glénan »).

- La contractualisation, la programmation, les « dynamiques de projet »

Un élément structurant des initiatives innovantes identifiées repose sur le cadre formel dans lequel elles s'inscrivent. Ainsi, les pratiques de contractualisation (Contrat de partenariat, Contrat local de santé, partenariats universitaires) ou de programmation (Territoire à énergie positive pour la croissance verte, Boucle énergétique locale, Espèces invasives), impliquant souvent des opportunités d'appel à projet, constituent des modalités d'action et d'organisation des acteurs qui nous semblent de plus en plus prégnantes, et ce dans tous les domaines (notamment celui de la gestion des ressources et déchets).

Si elles offrent un cadre et des ressources pour agir, elles interrogent toutefois le degré de liberté véritable des démarches d'innovations, tant la pesanteur bureaucratique et institutionnelle des dispositifs peut étouffer la place des aléas, de l'expérience, du pas de côté ou de la prise de risque, et finalement du droit à l'échec... autant d'éléments indispensables à l'émergence de solutions innovantes.

- **Un registre transversal manquant : L'import/export²³ et l'optimisation logistique**

Peu ou pas mis en évidence dans notre inventaire et les tableaux qui le synthétisent, les enjeux de transport sont pourtant au cœur de la vie insulaire. Même si les ambitions de développement de circuits courts et d'économies circulaires émergent, la capacité à réduire les coûts inhérents à la distribution des produits insulaires sur le continent ou à l'approvisionnement des marchandises est cruciale pour des petites entreprises aux moyens limités. La question du transport de passagers est tout aussi importante, notamment pour les habitants et travailleurs qui sont amenés à se rendre fréquemment, voire quotidiennement, sur le continent. A l'issue de notre travail d'inventaire, les enjeux de l'intermodalité et de la gestion des ruptures de charges nous semblent alors être des angles morts des démarches d'innovation : nous veillerons à les instruire au cours des recherches prévues.

La mise en lumière de dynamiques globales à soutenir

Au terme de cet inventaire, nous souhaitons souligner cinq grandes caractéristiques des démarches d'innovation qui s'instituent en atouts à stratégiques :

- La capacité à porter des projets **d'optimisation créative**

Cela inclut les initiatives de mutualisation de moyens, de mise en réseau, de fédération, de coopération, mais aussi, dans un registre individuel, l'ouverture des acteurs sur différentes formes de création de richesse à partir d'un champ de compétences initial

- La valorisation, l'interprétation et la transmission d'une **certaine exceptionnalité insulaire**

Peuvent ici être comprises des stratégies commerciales de valorisation des produits, des initiatives de tourisme durable, de préservation des ressources naturelles... mais aussi la capacité à faire entendre une voix politique propre aux îles (néo-insularisme ?)

- **L'expérimentation**

En accord avec la logique d'avant-garde que peuvent exprimer certaines démarches, une propension à expérimenter semble être en vigueur sur les îles, et réclame d'être renforcée

²³ Compris ici dans une acception extensive : il y a import ou export dès qu'un produit arrive sur l'île ou la quitte

- La coopération et la logique de filière

La plupart des initiatives identifiées témoignent d'une dimension collective qui met souvent à l'honneur les comportements coopératifs et solidaires des îliens. Si cette faculté se mêle également à des méfiances et rivalités non-coopératives internes aux communautés insulaires, les conditions de son activation constructive constitueront résolument un point de questionnement central de notre recherche.

Plus spécifiquement, cette coopération s'inscrit dans une logique de filière ou de chaînes de valeurs (agricole, artisanale, liée aux déchets ou à l'énergie par exemple) qui interroge les modalités de coordination entre des champs de compétences complémentaires.

- Vers une vision systémique de l'insularité ?

Au-delà des logiques de filière s'affirme plus globalement une vision systémique de l'île : les actions de chacun influent sur celle des autres tout en étant conditionnées par un contexte général, sur lequel il demeure toutefois possible d'agir, notamment collectivement. Cette vision systémique peut même s'entendre dans une perspective écologique : les mesures agro-environnementales, la gestion des ressources en eau ou des déchets, ainsi que les dynamiques de circularité peuvent en effet témoigner d'une conception commune de l'île comme écosystème biophysique, humain et productif. Cette clef de lecture systémique ne doit cependant pas sanctuariser l'île comme l'échelle unique de conception et de résolution des problématiques identifiées ; elle ne saurait en effet se soustraire à l'épreuve de la complexité territoriale dans laquelle elle évolue, un système étant toujours compris dans un autre système. Voilà des questionnements géographiques porteurs pour l'étude à venir...

II.2 : L'innovation, entre solutions techniques et formes organisationnelles adaptées

Au-delà de la diversité thématique des démarches innovantes, nous observons que la majorité des innovations identifiées sont des innovations « organisationnelles », en ce qu'elles témoignent avant tout d'une évolution dans la manière de mobiliser, individuellement ou collectivement, les ressources de l'île : dans la sélection des ressources naturelles valorisables (de la terre ou de la mer par exemple), dans la façon dont s'articulent des ressources humaines et matérielles, ou encore dans la création de structures proposant un cadre plus global de réflexion, de régulation et d'action (réseaux d'acteurs par exemple).

Pour autant, derrière ces formes d'organisation, des dispositifs fonctionnels, techniques, voire parfois technologiques, sont mis en œuvre. Nous nous proposons donc d'interroger l'articulation de ces deux réalités, à l'appui d'observations générales et d'exemples concrets.

a) Des solutions techniques

Les solutions techniques ou fonctionnelles qui sont développées peuvent concerner une multitude de thématiques. Au niveau de l'agriculture, on peut par exemple trouver des techniques de régénération organique des sols (en ne les labourant pas notamment) qui permettent à la fois d'améliorer les propriétés de la terre mais aussi de favoriser leur rétention d'eau, comme cela peut être le cas à Groix²⁴. De même, le développement d'un outil de transformation du lait pour des éleveurs ouessantins (afin de produire du beurre, des fromages ou des yaourts) s'inscrit comme une nouveauté technique bienvenue sur une île où cette activité avait disparu depuis longtemps²⁵.

Concernant les activités liées à la mer, on mentionnera le développement original, toujours à Ouessant, du laboratoire Algues et Mer, consacré à l'étude des principes actifs contenus dans les algues (récoltées directement sur l'île) et à leur extraction en vue d'applications cosmétiques diverses. On retiendra aussi la création du Pôle Mer à Groix²⁶, qui fait office de solution intégrée à plusieurs problématiques liées au maintien et au développement du secteur sur l'île. C'est un lieu d'une surface de 500 m² répartis sur deux étages, qui offre aux professionnels, au-delà d'espaces individuels de stockage du matériel, des viviers, une glacière, et des chambres froides. Le Pôle Mer a également mis en place un dispositif de filtration et purification de l'eau de mer dans un souci de maintien d'une qualité des produits. Cette eau filtrée fait de plus l'objet d'une démarche de circularité car elle est récupérée en circuit fermé afin d'économiser l'énergie liée au pompage.

Dans le registre de la valorisation des déchets, l'expérience singulière de création d'un verre à partir des co-produits²⁷ de l'artisanat insulaire constitue une solution éminemment symbolique (mais pas que ?) en faveur du réemploi et du recyclage des déchets, dont on sait le

²⁴ https://www.bieresdegroix.com/engagements#l-agriculture-regeneratrice_802481

²⁵ <https://www.pnr-armorique.fr/actualite/lagriculture-fait-son-retour-a-ouessant/> ; <https://www.letelegramme.fr/finistere/ile-ouessant-29242/la-ferme-laitiere-de-mez-notariou-a-ouessant-a-recu-plus-de-200-visiteurs-lors-de-la-journee-portes-ouvertes-4042328.php>

²⁶ <https://www.ouest-france.fr/bretagne/groix-56590/groix-le-pole-mer-un-outil-exemplaire-pour-les-professionnels-7012251>

²⁷ Une matériauthèque a ainsi été mise au point, afin d'inventorier les co-produits valorisables pour concevoir un verre : des sables ou des déchets issus des secteurs du bâtiment afin de fournir le silice et les minéraux nécessaires ; des restes de coquilles de mollusques pour les carbonates de calcium ; ou encore des cendres et des matières animales pour les carbonates de sodium et potassium

coût substantiel pour les communautés insulaires. La mise en place d'une recyclerie à Groix (Modern'Strouilh) ou à Belle-Île (Le Chtal) s'affirme tout autant en solution fonctionnelle pertinente : elle permet la convergence de volontés, d'idées et de compétences autour d'un lieu adapté pour traiter et valoriser des objets en fin de vie. En lien avec la transition écologique, on pourra également se pencher sur la mise à disposition de vélos électriques, qui fonctionnent via des batteries à hydrogène stockant l'énergie produite par une hydrolienne reliée à l'île, expérience inédite faite à Ouessant en 2022.

Dans le registre de la santé, l'inédite création d'une Maison de santé²⁸ à Groix se présente aussi comme un outil fonctionnel conçu pour fournir à des professionnels « du continent » les meilleures conditions d'exercice auprès d'une patientèle spécifique dans un contexte d'insularité contraignant. Il poursuit à ce titre une ambition de montée en compétences (formations des professionnels, acquisition de matériel technologique) afin de limiter les évacuations sanitaires hélicoptérées et de proposer sur place le maximum de soins et de prestations, réduisant ainsi le risque de renonciation aux soins des patients, que le déplacement sur le continent induit fortement.

Quant au domaine éducatif, on évoquera le projet de fiction radiophonique²⁹ réalisé par des collégiens de l'île de Sein, qui à cette occasion ont acquis des compétences narratives et techniques spécifiques (prise de son, bruitage, traitement du son...). Les îles constituant des terrains de recherche de prédilection, il nous faut également souligner le programme de recherche universitaire OdySéYeu³⁰, mené à l'île d'Yeu, qui propose des dispositifs scientifiques et participatifs visant à évaluer les problèmes posés par le réchauffement climatique et les activités humaines sur l'île, puis envisager des perspectives d'action pour lutter contre ces problèmes.

De manière générale, on peut dire que les solutions techniques ou fonctionnelles mises en place concernent à la fois la valorisation des ressources locales (agricoles, aquacoles, énergies, déchets) et, de manière potentiellement cumulative, la création de lieux de mutualisation ou de coordination de ressources immatérielles (compétences) ou d'outils/équipements spécifiques, témoignant occasionnellement de la maîtrise d'une technologie dont l'origine n'est toutefois pas insulaire. Présenté autrement et de manière

²⁸ <https://www.ouest-france.fr/bretagne/groix-56590/groix-l-equipe-de-medecins-s-installe-a-la-maison-de-sante-a313d164-e350-11ec-920f-87c26c01a77c>

²⁹ <https://www.ouest-france.fr/bretagne/ile-de-sein-29990/ile-de-sein-immersion-dans-le-monde-de-la-radio-en-milieu-insulaire-d5dc5d0e-89e5-11ec-a303-e87a233718ee>

³⁰ <https://www.odyseyeu.org/>

synthétique, les solutions techniques existantes ou à faire advenir peuvent selon nous s'entendre sous le prisme de la gestion optimale de flux de toutes natures qui s'organise sous la contrainte spécifique de l'exigüité et de la discontinuité territoriale : des flux humains et de compétences, d'énergie, d'eau, de marchandises ou de déchets.

C'est finalement l'adaptation de ces solutions aux contraintes et opportunités insulaires qui peut être innovante : dans le lien aux matières premières qu'elles valorisent, mais aussi dans les usages, les complémentarités et les procédés d'optimisation et de circularité déployés par les professionnels, résidents ou visiteurs insulaires... et, de ce fait, dans les mécanismes de coordination socio-économiques qui s'opèrent entre différents acteurs, à différentes échelles.

b) Des formes organisationnelles adaptées

Considérer les actions entreprises sous le seul prisme de l'initiative individuelle ne semble guère pertinent. Il convient alors de resituer l'acteur et sa démarche innovante dans un écheveau relationnel parfois complexe, lui-même déterminé par un cadre institutionnel, légal ou réglementaire.

Ainsi, la micro-brasserie artisanale de Groix, par définition très gourmande en eau, développe un partenariat avec un agriculteur de l'île : celui-ci cultive de l'orge pour le brasseur selon une technique de régénération organique qui va ainsi (en principe) contrebalancer l'activité consommatrice en eau de son client en favorisant le maintien des nappes phréatiques où l'eau est en partie puisée.

Concernant le laboratoire Algues et Mer, on retrouve également une étroite relation client-fournisseur avec le développeur de produits cosmétiques Nividiskin (pour qui Algues et Mer demeure le fournisseur essentiel), dont le dirigeant était un ancien salarié du laboratoire, soulignant la très forte interconnaissance humaine et sociale des protagonistes. On notera aussi que les locaux occupés par Algues et Mer (joutant directement ceux de leur client), qui étaient auparavant un « Foyer des jeunes », ont été réhabilités par la Commune de Ouessant, témoignant ainsi de l'action volontariste des collectivités locales pour le développement d'une « micro-filière » de valorisation des algues. Mais à cet ancrage local fort répond un rayonnement extra-insulaire qui l'est tout autant. Outre Nividiskin (dont les produits se vendent dans les pharmacies du continent), la clientèle d'Algues et Mer comprend en effet des grands noms de la cosmétique tels Pierre Fabre ou Yves Rocher. Ajoutons enfin que le laboratoire est

en parallèle impliqué dans des projets de recherche de pointe, aux côtés du prestigieux Inserm³¹, afin d'évaluer par exemple le rôle de certaines molécules extraites des algues dans la cicatrisation artérielle.

Le Pôle Mer de Groix a quant à lui vu le jour en 2014 d'après une initiative municipale. Le Pôle regroupe ainsi plusieurs pêcheurs et aquaculteurs qui se partagent les équipements. Mais si la Mairie est à l'origine du projet, sa participation financière ne s'élevait qu'à 20% des 1,8 millions d'euros engagés, qui provenaient principalement de subventions régionale et européenne. L'incidence des institutions européennes sur le développement de ce type de projet est par ailleurs double : si elles permettent leur concrétisation via des financements, elles incitent plus généralement à de tels investissements en faveur de la qualité des produits par un certain durcissement – ressenti comme tel par la mairie de Groix – des normes de commercialisation relatives aux fruits de mer.

Mentionnons aussi que le Pôle Mer abrite depuis 2020 le Réseau Mer³², un laboratoire d'étude du plancton, fondé par un ancien chercheur de l'Inserm (encore !) à la retraite, qui agit en collaboration avec les professionnels du Pôle tout en s'affirmant en lieu d'intérêt pour des étudiants ou scientifiques extérieurs à l'île.

Si l'on se penche ensuite sur les partenariats propres aux professionnels usagers du lieu, on peut observer des coopérations originales, comme celle qui associe le mytiliculteur de Groix à la société espagnole Intermas dans un projet d'expérimentation de cordages biodégradables destinés à l'élevage de moules. Mais cette apparente ouverture internationale traduit surtout l'opportunité que constituent les liens sociaux locaux : en effet, le représentant de la société Intermas vit lui-même à Groix, bénéficiant là de conditions expérimentales privilégiées avec les pêcheurs et aquaculteurs, mais aussi avec un professionnel des gréments lui-même porté par l'innovation. Quant au mytiliculteur, précisons qu'il inscrit son activité dans une logique plus globale de circularité, impliquant des partenariats avec d'autres activités économiques de l'île : en utilisant des coquilles de moules broyées comme amendement des terres agricoles ou encore en envisageant l'intégration du byssus ou « barbe » des moules (composée des fibres qu'elles sécrètent pour adhérer à la roche) comme exfoliant dans la production artisanale et locale de savons.

³¹ Inserm : Institut national de la santé et de la recherche médicale

³² <https://www.letelegramme.fr/morbihan/groix-56590/au-pole-mer-de-groix-le-labo-reseau-mer-groix-planche-sur-le-plancton-3691879.php>

Prenons à présent l'exemple des vélos électriques à hydrogène. Il ne s'agit en réalité que d'une micro-expérience intégrée dans un empilement de projets liés à la transition énergétique de l'île d'Ouessant. Tentons donc de mettre les choses en ordre en remontant la piste :

- Les vélos électriques à hydrogène sont mis à disposition par la société basque Pragma Mobility, au niveau du port d'Arlan au sud-est d'Ouessant, où une station de recharge a été installée. Elle est développée par l'entreprise rennaise H2X Ecosystems.
- C'est également sur ce site que des containers sont installés afin de stocker l'électricité de l'hydrolienne D10, conçue et entretenue par l'entreprise quimpéroise Sabella
- Cette initiative s'intègre plus largement dans le cadre du projet ICE (Intelligent Community Energy)³³ issu de l'Interreg France-Manche-Angleterre. Initié en 2016, il vise à exploiter intelligemment l'électricité produite par l'hydrolienne déjà en place, avec trois dispositifs : des capteurs de contrôle de la production, du stockage et de la consommation d'énergie ; une solution de batterie électrique dédiée à l'hydrolienne ; une solution informatique de régulation du système énergétique (smart-grid). Ce projet transfrontalier mobilise ainsi une très large diversité de partenaires : acteurs de l'énergie, agences de développement économique, ou encore des Universités anglaises (Plymouth, Exeter, East Anglia).
- Mais le projet ICE s'inscrit en complément du programme PHARES – Programme d'Hybridation Avancée pour Renouveler l'Energie dans les Systèmes insulaires (Pirot, 2021). Porté par les entreprises Akuo et Sabella, toutes deux spécialisées dans les énergies renouvelables, il visait à engager la transition énergétique d'une île dont l'électricité était essentiellement produite par une centrale alimentée par 1 600 tonnes de fioul importés du continent. Le programme PHARES comportait alors trois piliers : deux hydroliennes, une centrale photovoltaïque et une éolienne. Il mobilisait les deux entreprises précitées mais aussi Enedis et la division Systèmes Énergétiques Insulaires (SEI) du groupe EDF, présente à Ouessant, pour le pilotage de la capacité de stockage. Il bénéficiait également du soutien de la Mairie de Ouessant, de la région Bretagne et de l'ADEME
- Le programme PHARES a finalement été abandonné en 2023, suite au refus de la demande de permis de construire déposée pour l'éolienne, au motif que le site retenu était inscrit à l'Unesco, décision validée par la cour d'appel administrative de Nantes.

³³ <https://www.ice-interreg.eu/>

En conséquence, les porteurs de projets, voyant un des trois piliers s'effondrer, ont décidé de se retirer entièrement le programme, plongeant les ambitions de transition énergétique à Ouessant dans un avenir incertain.

Dans une autre optique, le projet du « Verre des îles du Ponant »³⁴ mené par l'artiste « verrière » Lucile Viaud prend place dans une dynamique plus générale de développement d'une filière inter-îles de valorisation des co-produits des artisans insulaires. L'artiste, dont l'atelier est basé sur le continent, a ainsi su développer des relations horizontales avec chacun des artisans, mais aussi avec l'école supérieure d'art de Brest, dont les étudiants ont réalisé le four mobile grâce auquel elle peut engager la production du verre, ou encore avec le laboratoire Verres & Céramiques de l'Institut des Sciences Chimiques de Rennes, qui l'héberge et lui fournit un appui technique. Son travail est également encadré et promu par l'association Savoir-faire des îles du Ponant (SAFIP) qui regroupe les professionnels des îles adhérant à la marque « Savoir-faire des îles du Ponant ». Un projet en dévoilant souvent un autre, le développement de cette marque témoigne lui-aussi d'un processus inter-îles innovant, puisqu'elle a été créée en coopération avec les professionnels des îles et l'Association des Îles du Ponant afin de fédérer et mettre en lumière les entrepreneurs qui maintiennent ou génèrent des emplois durables et à l'année sur leurs îles.

Pour rester dans le registre de la création artistique, précisons également la dimension partenariale de la fiction radiophonique des élèves du collège de Sein. Initiée en 2023 par un enseignant, elle prendra la forme d'une création collective inter-îles puisqu'elle sera poursuivie par des élèves des collèges de l'île de Groix, puis de l'île de Batz. Là encore des collaborations extra-insulaires sont à noter : avec des journalistes radio du continent pour l'acquisition des compétences techniques de la production radiophonique, mais aussi avec Longueur d'Ondes, festival de la radio situé à Brest où des sessions d'écoute de la fiction seront prévues en 2024.

Cette innovation pédagogique s'inscrit elle-même dans une autre innovation, pédagogique et institutionnelle, qui est celle du Collège des Îles du Ponant, collège en réseau créé en 1975 et possédant des antennes à Batz, Ouessant, Molène, Sein, Groix et Houat (où se rendent également les élèves de l'île voisine de Hoëdic). Configuration administrative unique au sein de l'Education Nationale, le CIP se veut une réponse aux contraintes de la scolarisation des collégiens des îles dans les établissements du continent : ce ne sont plus eux qui assument

³⁴ <https://savoirfaire-ilesduponant.com/verre-des-iles-du-ponant/>

l'effort du déplacement et de l'internat, mais les enseignants qui viennent sur les îles pour y enseigner, parfois sous la forme de cours mutualisés entre deux antennes par le biais de la visioconférence – outil au cœur du fonctionnement de l'établissement.

C'était le même principe qui présidait à la création, bien plus récente, de la Maison de santé de Groix : faire se déplacer les professionnels de santé, et non les patients. Projet initié en 2021 à l'initiative des élus municipaux alors que l'île était confrontée à une pénurie de médecins, il a été rendu possible par divers acteurs (APSIB, 2022). On y retrouve notamment :

- Lorient Habitat³⁵, qui a permis la construction du bâtiment
- l'Association pour la Permanence en Santé et du maintien à domicile sur les Îles Bretonnes (APSIB) – émanant de l'union mutualiste Vyv³ Bretagne – qui est l'organisme gestionnaire de l'établissement
- l'Association pour le Développement des Actions de Santé sur l'Île de Groix (ADASIG), par l'engagement humain qu'elle s'emploie à structurer.

Mais la condition essentielle de la réussite du projet fut assurément la capacité à attirer sur l'île plus d'une dizaine de médecins et d'autres professionnels de santé (non-îliens pour l'essentiel) et de parvenir à les coordonner efficacement de manière à assurer une permanence des soins et un suivi optimal de la patientèle. On soulignera à cet égard le rôle crucial du Docteur Combe, qui aura œuvré à fédérer et impliquer une équipe de jeunes médecins désireux de faire l'expérience singulière de la médecine insulaire, ainsi que le caractère hybride et innovant de l'établissement, qui emploie des médecins salariés tout en ayant recours à des médecins libéraux. A une échelle île-continent, notons aussi que la Maison de santé développe des liens partenariaux avec l'hôpital de Lorient, à l'instar du récent projet Bio Déloc visant à conduire sur l'île des analyses biologiques d'urgence, contribuant ainsi à la montée en compétence technologique de l'établissement insulaire. De manière plus générale, notons que la Maison de santé bénéficie du soutien financier de l'Agence Régionale de Santé et qu'elle inscrit son développement dans le cadre programmatique du Contrat Local de Santé (CLS) des îles bretonnes du Ponant³⁶, contrat lui-même innovant dans sa forme car s'appliquant de manière inédite à un territoire « interinsulaire » hétérogène et fragmenté.

³⁵ Office public de l'habitat de l'intercommunalité de Lorient Agglomération (dont Groix fait partie). Lorient Habitat a fusionné en 2023 avec d'autres offices publics de l'habitat pour composer Morbihan Habitat

³⁶ Contrat prévoyant, à la suite d'un diagnostic des enjeux de santé propres à chaque île, une série d'actions concrètes à mener, selon quelques grands axes stratégiques. L'intégralité des territoires de la région Bretagne sont couverts par un CLS. Celui des îles bretonnes du Ponant (auquel ne sont associées ni Chausey, ni Yeu, ni Aix) est notamment signé par les représentants de l'Association des Îles du Ponant, de la Région Bretagne, de l'Agence Régionale de Santé et des Mairies des communes concernées.

On pourra aussi évoquer pêle-mêle la complexité actorielle des autres solutions évoquées précédemment. Le projet de recherche OdySéYeu s'organise ainsi autour de trois types d'actions : la formation (auprès de scolaires et d'adultes), l'observation et la recherche. Les volets observations et recherche témoignent notamment d'une dimension scientifique et collaborative qui fait des habitants, établissements scolaires, entreprises et acteurs associatifs de l'île d'Yeu des partenaires de premier plan. Mais si le projet possède un ancrage insulaire revendiqué, il est avant tout impulsé par des acteurs de la recherche, en l'occurrence le laboratoire LETG (Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique) de Nantes Université. L'antenne brestoise du LETG a également été à l'origine, aux côtés de l'Association des Îles du Ponant et de la Fondation de France, des programmes de recherche ID-Îles 1 et 2. Ils s'attachaient à analyser les formes et les enjeux de l'entrepreneuriat sur les îles du Ponant, faisant même l'objet d'une médiation télévisuelle originale avec la réalisation d'un magazine de dix-neuf épisodes consacré aux îles étudiées, et diffusé sur la chaîne régionale Tébéo.

Quant aux recycleries de Groix et de Belle-île, elles s'appuient bien évidemment sur les habitants, tous partenaires potentiels de la valorisation des déchets, mais savent s'ouvrir vers d'autres acteurs. Ainsi Modern'Strouilh à Groix développe un partenariat avec l'entreprise d'insertion Retritex-Emmaüs, spécialisée dans la collecte et la valorisation, par le tri et le réemploi, des textiles en fin de vie, ou encore avec la SCIC³⁷ ChouetteCoop (basée près de Lorient), qui agit dans une dynamique similaire mais autour des livres usagers.

Du côté des agriculteurs de Ouessant l'installation des trois exploitations s'inscrit dans le cadre d'un projet de relance de l'agriculture engagé dès 2015 par le Parc Naturel Régional d'Armorique, dans lequel l'île est intégrée, et la Commune d'Ouessant. Cette dernière a joué un rôle proactif déterminant car elle a non seulement lancé des appels à candidature pour les projets d'installation agricole mais elle a également accompagné les porteurs de projet retenus en faisant construire un bâtiment de 250 m², partagé entre le couple d'éleveurs de vaches laitières et l'éleveuse de brebis, afin de leur procurer un laboratoire de transformation du lait et un local de stockage.

³⁷ Société Coopérative d'Intérêt Collectif

c) *Des dynamiques relationnelles complexes et évolutives*

Cette série d'exemples nous montre en définitive plusieurs choses. Premièrement, si un acteur peut être singulièrement à l'origine de certains projets ou faire figure d'élément-moteur, son action demeure inévitablement enchâssée dans des tissus de relations partenariales structurantes (coopérative ou de type client-fournisseur), ne se limitant pas nécessairement à l'échelle de son île. Ces liens interrogent les déterminants de la coordination entre ces acteurs et notamment la prégnance de logiques culturelle, sociale sinon amicale comme vecteurs de cette coordination.

A ces relations de proximité se superposent ensuite des liens avec des acteurs institutionnels³⁸, pouvant notamment prendre la forme de « contrats d'engagement ». Ces cadres d'action plus institutionnalisés prévoient que des moyens soient alloués à des acteurs qui assumeront en contrepartie une mission qui leur aura été assignée. De nature plus verticale, ces liens questionnent l'articulation efficace entre des logiques institutionnelles descendantes et la capacité des expérimentations ou innovations « de la base » à être reconnue et validée par les structures institutionnelles, et finalement intégrée par ces dernières comme des éléments permettant de redéfinir les enjeux et modalités de l'action publique. Par extension, l'adaptation des cadres légaux et réglementaires aux contextes insulaires s'inscrit également dans une réflexion sur la portée des dynamiques ascendantes associées aux processus d'innovation.

Toutefois, la distinction claire entre acteurs « de la base » et acteurs plus institutionnalisés n'est pas évidente. En effet, les acteurs de la base peuvent aussi se regrouper en réseaux – associatifs notamment – et acquérir ainsi une reconnaissance et une légitimité parfois « institutionnalisée », qui leur permettra d'assumer un certain leadership et une certaine force décisionnelle dans les gouvernances. L'approche par la gouvernance invite alors précisément à concevoir les relations de pouvoir et le *leadership* de manière plus partagée, horizontale et, en ce qui nous concerne, à intégrer résolument les initiatives insulaires dans « le jeu » d'une complexité territoriale multi-niveau.

Nos exemples le démontrent : les démarches d'innovation sont rarement réductibles à l'échelle unique de l'île, mais se définissent aussi à une échelle inter-îles (ce qui est encore rare), à une échelle île-continent, à une échelle régionale (dans le cadre de contrats programmatiques notamment), voire à une échelle européenne via les projets européens Interreg. Cette complexité scalaire oblige inévitablement à considérer la façon dont des acteurs

³⁸ C'est-à-dire des acteurs détenteurs ou délégataires d'une puissance publique

publics ou mixtes, depuis leurs sièges continentaux, exercent leurs compétences sur les îles : s'évertuent-ils à y appliquer une vision univoque et descendante ou comprennent-ils qu'aucun projet ne saurait produire des effets durables sans une conception adaptée à la spécificité de son contexte territorial ?

Enfin, si l'innovation insulaire, aussi ancrée qu'elle soit dans son île, se construit dans une géographie plus ouverte, elle procède également d'une dynamique historique qui oblige toute étude à son endroit à conduire un examen des événements structurants qui ont précédé son *avènement*, mais aussi, sur un volet plus culturel, à établir l'évolution des modes de pensée et de projection dans l'avenir qui ont abouti au *moment d'émergence* de l'innovation, à la fois de manière générale – saisir « l'air du temps » – et plus directement chez ses protagonistes. Une focalisation sur les trajectoires « géo-biographiques » des acteurs est alors indiquée : elle permettrait de comprendre non seulement leur rapport à l'île mais aussi les *situations* spécifiques où des trajectoires vont se rencontrer, créant des connexions qui vont initier, enrichir ou bouleverser une dynamique d'innovation. A ce titre, la fonction « d'intermédiation territoriale » (Gourlay et *al.*, 2021) que pourraient assumer certains *lieux* (tiers-lieux, voire quarts-lieux) pour créer ces situations, mérite une attention singulière.

d) Synthèse diagnostique et pistes d'investigation

A l'issue du travail de recherche exploratoire qui a été mené et dont les précédentes pages de ce rapport se sont fait la traduction, nous souhaitons à présent proposer une synthèse des forces et faiblesses, des opportunités et menaces qui encadrent les dynamiques de l'innovation sur les îles. Sur cette base, nous ferons ressortir ensuite des perspectives porteuses pour la recherche à venir.

- Faiblesses :

Concernant le développement de l'île en général : L'isolement géographique et le surcoût associé ; la saisonnalité de l'activité ; la finitude des ressources et les rivalités associées (en particulier foncières) ; ... d'où un problème de logement ; ... d'où une certaine précarité démographique (concernant les populations jeunes et actives en particulier) ; services collectifs parfois lacunaires ou dont le maintien demeure en sursis

Et l'innovation en particulier : un potentiel coopératif miné par une certaine inertie des rivalités internes à la communauté insulaire ; prégnance d'un conformisme social pouvant nourrir une

aversion au changement ; la préférence de certaines populations pour la tranquillité, au détriment de l'activité économique ; faiblesse du salariat privé ; difficultés de recrutement ; le manque de formations insulaires

- **Forces :**

Concernant le développement de l'île en général : L'attractivité des îles (au risque d'une vision fantasmée) ; des ressources naturelles de grande qualité ; l'attachement des insulaires (et de la société) aux îles ; une considération institutionnelle (certes perfectible) de la spécificité territoriale des îles (Région, Etat, Europe)

Et l'innovation en particulier : Des particularismes « culturels » favorables à la solidarité et l'entraide, et par extension aux comportements coopératifs (en dépit des limites mentionnées en « faiblesses ») ; des relations de confiance plus faciles à établir ; l'ancrage affectif des îliens pour leur île et l'engagement social/communautaire qui en résulte, notamment traduit par une « convivialité » (Bégué et *al.*, 2022) ; un tissu associatif fort, vecteur lui aussi de coopération ; une expérience dans la gestion des contraintes et l'adoption de comportements résilients ; la polyvalence des compétences ; l'intérêt scientifique et médiatique porté sur les îles (dont les îles doivent tirer davantage parti)

- **Menaces :**

Concernant le développement de l'île en général : l'aggravation de la chute des populations jeunes et actives ; la déliquescence, voire la fermeture de services collectifs (liaisons moins fréquentes, fermeture de la criée à Yeu ; fermetures écoles et collèges...) ; le renforcement de la mono-activité touristique et de sa saisonnalité marquée ; le désengagement des collectivités et de l'Etat ; la détérioration des ressources naturelles (par l'homme ou du fait de l'érosion ou de la montée des eaux)

Et l'innovation en particulier : Le non-renouvellement de certaines activités productives ; la détérioration du modèle économique des petites entreprises. Bégué et *al.* (2020) préviennent également que « *le sentiment de spécificité insulaire peut engendrer des comportements attentistes, reposant sur la revendication plutôt que sur l'action* » (p. 25).

- **Opportunités :**

Concernant le développement de l'île en général : des évolutions légales en faveur du logement et de la construction ; la confirmation (interne et externe) du cadre des Îles du Ponant pour concevoir et mener des actions ; la volonté accrue de mise en réseau à différentes échelles ; une

sensibilisation sociétale accrue aux enjeux de l'insularité ; une représentativité politique plus explicite ; l'attrait de nouveaux publics pour les îles (jeunes notamment) ; la capacité des communautés insulaires à se définir un projet commun pour l'avenir

Et l'innovation en particulier : le développement des énergies renouvelables (et les emplois générés) et de certaines *low-techs* ; la structuration d'une économie circulaire ; la promotion des mutualisations logistiques (stockage ; transport ; vente) et d'une vision commune en matière d'intermodalité ; la prise de leadership des jeunes dans l'innovation ; les liens renforcés avec les mondes de la science et de la culture et l'appropriation par les insulaires des ressources ainsi produites ; le développement de formation sur les îles et pour les îles ; le désenclavement numérique

Des enjeux et perspectives stratégiques à creuser

L'effort de recherche qu'il nous faudra fournir s'attachera à éclaircir la mécanique complexe des processus d'innovation, en portant notre regard à la fois sur les solutions techniques (notamment autour des notions de flux, d'interfaces et de chaînes de valeurs), sur la manière dont elles s'élaborent en lien étroit avec un tissu de relations sociales, et sur les cadres organisationnels et institutionnels dans lesquels l'ensemble peut s'intégrer et évoluer.

Au vu des enjeux qui nous semblent aujourd'hui les plus saillants et sur lesquels des besoins non-satisfaits sont identifiés, nous identifions les perspectives de recherche ou les pistes d'investigation suivantes :

- Le transport maritime (notamment à la voile) et plus largement le développement d'une intermodalité durable ;
- Le développement de moyens de transports d'urgence de petits volumes via des drones ?
- les *smart-grids* ;
- les filières de valorisation des déchets et la circularité (dont les projets de traitement du verre consigné) ;
- les circuits courts : des démarches « de la fourche à la fourchette » (ou « de l'hameçon à l'assiette ») impliquent de développer une ingénierie coopérative locale
- Les démarches *low-techs* (en lien avec le Low-Tech Lab de Concarneau ?), et leur application dans le domaine de la ressource en eau, des déchets, de la production d'énergie ou la réduction de sa consommation, l'habitat écologique...

- Le développement de formations pour adultes
- Envisager ici le rôle des étudiants comme vecteurs de l'innovation sur les îles
- Le développement des lieux d'accès/diffusion des ressources sur les îles, avec la perspective de créer en parallèle une « plateforme collaborative de l'innovation insulaire » (en ligne) à l'échelle des Îles du Ponant, qui mettrait en réseau l'ensemble de ces lieux, et/ou un « observatoire de l'innovation insulaire » (en ligne également) qui pourrait faire l'objet de projets de recherche interdisciplinaires ?
- Développer des mutualisations inter-îles pour des équipements qui ne seraient pas rentables à l'échelle de chaque île individuellement (exemple de l'abattoir inter-îles)

II. 3 : Méthode et étapes de la recherche

Dans cette troisième partie, projetons-nous plus concrètement dans la réalisation concrète d'un programme de recherche-action visant, d'une part, à comprendre les mécanismes et les dynamiques de l'innovation insulaire (volet recherche) et, d'autre part, à envisager les dynamiques qui pourraient faire l'objet d'une action innovante sur les îles dans un souci de dialogue étroit avec les acteurs insulaires (volet action).

a) Définir les objectifs de la recherche

Cette section a pour but de présenter la progression du raisonnement en autant d'étapes successives (ou parallèles), comprenant chacune ses objectifs de recherche et leur calendrier :

- Une phase de description / analyse / compréhension des logiques d'action

Les enquêtes « Innovation insulaire » et « Attractivité professionnelle des îles auprès des jeunes », qui seront menées jusqu'à septembre 2024, s'inscrivent pleinement dans cet objectif. Il s'agit là de répondre à quelques questions basiques (mais néanmoins complexes) relatives à l'innovation insulaire : quoi (quels types d'innovation)? pourquoi ? qui (quelles acteurs et quels liens) ? comment (quelles formes d'organisation) ?

- Une phase de construction théorique autour de l'innovation insulaire

Après la première phase de recherche de terrain à l'automne 2024, nous serons en mesure de construire une vision relativement globale de l'innovation insulaire, nous autorisant alors à

entreprendre une construction théorique autour des données recueillies et en collaboration avec les partenaires du programme FREIIA. Cette construction théorique pourra concerner les enjeux de gouvernance de manière globale (en lien avec le Work Package 2), avant de se focaliser davantage sur le rôle de certains publics, tels les étudiants (Work Package 4) et de reproblématiser les enjeux de l'innovation de manière plus appliquée.

- Produire du débat et de la réflexion par et pour les insulaires, et initier des actions sur la base des apports de la recherche et consolider/éprouver ces derniers par cette dimension appliquée

Différents projets innovants pourraient être mis en discussion et faire l'objet d'un travail préparatoire de mise en œuvre.

b) Les dispositifs méthodologiques employés

- Une enquête principale « Innovation insulaire » (2024)

Le but de cette enquête est de comprendre les motifs, les processus et les « produits » de l'innovation insulaire, quels qu'en soient les objets : développement de l'activité des entreprises (ouverture de nouveaux débouchés, mise au point de nouvelles méthodes), réponse aux problématiques du logement ou des services publics, nouvelles modalités de gestion des ressources et des déchets, etc.

Elle ne cherche pas seulement à analyser « ce qui marche » mais vise également à intégrer les situations d'échec et les facteurs d'immobilismes qui contraignent l'émergence et la réussite des innovations. L'enquête poursuit aussi l'ambition d'envisager les nouveaux champs d'innovation porteurs et les nouveaux dispositifs à développer pour favoriser l'innovation.

Des focus thématiques envisageables : circularité, mutualisations, logistique...

Outils de la recherche : questionnaire ; entretiens semi-directifs enregistrés et retranscrits + situations d'échanges plus informelles ; sources d'informations complémentaires : presse, supports de communication des acteurs.

Le recrutement de deux stagiaires de Master est également prévu. Le premier rejoindra les rangs de l'AIP en février 2024 pour une durée de six mois et la deuxième en avril 2024 pour une durée de quatre mois.

Critères d'analyse : les raisons de la démarche d'innovation ; le sens de la démarche d'innovation dans un parcours de vie et un parcours professionnel ; le type d'innovation considéré ; motifs d'échec de l'innovation (le cas échéant) ; types de parties prenantes et partenaires ; types d'interaction avec ces parties prenantes ; les modes de régulations de ces interactions ; les spatialités de ces interactions ; les résultats générés par cette innovation pour l'acteur ; les résultats générés par cette innovation au-delà de l'acteur ; le cycle de l'innovation : caractériser les différentes étapes ; établir le positionnement (registre normatif) des acteurs sur les innovations à faire advenir et sur les actions à mener pour favoriser l'innovation...

Modalités de restitution des résultats : des livrables institutionnels (FREIIA), des articles scientifiques, des séances publiques (courant septembre 2024) sur les îles avec des moments de débats avec la société civile insulaire.

- **Une enquête auxiliaire « Attractivité professionnelle des îles auprès des jeunes » (2024)**

L'arrivée de jeunes, dans des îles en proie à un vieillissement avancé, se présente, en quelque sorte, comme une innovation « démographique » et suggère plus généralement un potentiel d'innovation par les idées neuves qu'ils amènent.

Dans le cadre du recrutement de deux stagiaires, nous avons ainsi l'intention de conférer à ces derniers un rôle actif dans l'organisation d'une enquête sur l'attractivité professionnelle des îles auprès des publics jeunes. L'objectif sera d'identifier les opportunités et les différents obstacles à la venue (ou au maintien) de « jeunes » adultes (moins de 35 ou 40 ans) sur les îles dans le cadre d'un projet professionnel.

Il s'agirait là d'interroger un public très diversifié : les jeunes insulaires ; les jeunes non-insulaires sur l'éventualité de travailler sur les îles (les étudiants de l'UBO³⁹ et de l'UBS⁴⁰ composeront un public-cible de l'enquête, **mais également des étudiants des Universités partenaires de FREIIA**) ; des entreprises non-insulaires créées par des « jeunes » et dont l'activité induit une compatibilité avec une implantation insulaire ou des relations marchandes avec les îles ; les entreprises insulaires (afin de recueillir leur avis sur le recrutement permanent

³⁹ Université de Bretagne Occidentale, principalement localisée à Brest

⁴⁰ Université de Bretagne-Sud, localisée à Lorient et Vannes

des jeunes) ; Les municipalités insulaires (afin de recueillir leur perception de l'enjeu de l'attractivité de l'île auprès de jeunes actifs ou de jeunes entrepreneurs).

Outils de la recherche : questionnaire (en ligne pour la plupart car diffusé à large échelle) ; entretiens semi-directifs enregistrés et retranscrits (avec un échantillon plus réduit) + échanges informels

Critères d'analyse :

→ *Si la personne interrogée est insulaire ou ex-insulaire* : Parcours de vie / difficultés rencontrées liées à l'insularité / plus-value de la vie insulaire / Facteurs favorables à un départ éventuel / Facteurs du maintien sur l'île / Intérêt (ou non) de maintenir ou attirer des jeunes sur l'île / Choses à améliorer/créer pour maintenir et attirer les jeunes sur l'île / Actions concrètes à mener en ce sens

→ *Si la personne interrogée n'a jamais été insulaire (elle sera alors amenée à s'imaginer de manière spéculative une installation insulaire sur une île donnée, en l'informant de certains paramètres objectifs de la vie sur cette île)* : Parcours de vie (notamment : connaissance préalable des îles ou non) / les fondements du désir d'île ou le cas échéant, de la répulsion insulaire / les facteurs objectifs qui favoriseraient une installation insulaire / le projet de vie et professionnel auquel serait associé un éventuel départ sur une île / les contraintes imaginées de l'insularité / Définir les éléments de l'insularité à corriger pour rendre l'île attractive et vivable à moyen-long terme / attractivité et durabilité : quel équilibre ?

Modalités de restitution des résultats : des livrables institutionnels (FREIIA), des articles scientifiques, des séances publiques (courant septembre 2024, commune avec celle sur l'innovation) sur les îles avec des moments de débats avec la société civile insulaire, les mémoires des étudiants

Les points suivants sont encore largement à définir...

- **Travail de préfiguration quant à la décentralisation d'un M2 de l'UBO à Ouessant**
- **Travail de co-élaboration de projets avec les acteurs insulaires à l'issue des deux enquêtes** (dimension recherche-action plus appliquée, en lien avec les pistes d'investigation évoquées en II.2.b)
- **Echanges et publications : publications scientifiques et/ou institutionnelles (FREIIA)**

Bibliographie

ASSOCIATION DES ÎLES DU PONANT, 2021a, *L'essentiel 2021*, 36 p.

ASSOCIATION DES ÎLES DU PONANT, 2021b, *Etat des propositions et demandes de reconnaissance de « Différenciation » des communes des îles du Ponant*, Rapport, 55 p.

ASSOCIATION SAVOIR-FAIRE DES ÎLES DU PONANT, 2022, *Convention sur le logement des actifs insulaires*, Livret explicatif, 12 p.

APSIB, 2022, *Centre de Santé APSIB de l'île de Groix*, Projet de santé, Association pour la permanence en sante sur les îles bretonnes, 34 p.

BAUDELLE Guy et FACHE Jacques (dir.), 2015, *Les mutations des systèmes productifs en France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Coll. Didact Géographie et aménagement, 374 p.

BEGUE Audrey, BREDIN Denis, BRIGAND Louis et CORSI Laura, 2020, *L'économie sociale et solidaire dans les îles du Ponant*, Rapport final du programme ESS-Îles, Association des Îles du Ponant, 78 p.

BEGUE Audrey, BRIGAND Louis, BABINOT Marie, 2022, « Réflexions sur le vivre-ensemble dans les îles du Ponant à travers le prisme de la vie associative », *Annales de géographie*, n° 745, p. 68-92

BLONDY Caroline, 2022, « Entreprendre dans une île touristique périphérique : entre logiques endogènes et logiques exogènes, le rôle du capital d'entrepreneuriat. Le cas de l'île de Bora Bora (Polynésie Française) », *Annales de géographie*, n° 745, p. 37-67

BOQUET Capucine, 2021, *Cinquante ans au service des îles : bilan et perspectives de l'action de l'Association Les Îles du Ponant*, Mémoire de stage de Master 1 Expertise et Gestion de l'Environnement Littoral, Université de Bretagne Occidentale, 76 p.

BOSCHMA Ron, 2004, « Proximité et innovation », *Economie rurale*, n° 280, p. 8-24

BOST François, 2014, *La France : mutation des systèmes productifs*, Paris, Armand Colin, coll. « CAPES-Agrégation », CNED-SEDES, 253 p

BOUBA-OLGA Olivier et GROSSETTI Michel, 2008, « Socio-économie de proximité », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2008/3 (octobre), p. 311-328

BREZET Han, BELMANE Nameda et TIJSMA Simon (éd.), 2019, *The TIPPING guide : The Innovation Program's Perspective for the New Governance of Islands*, Province of Fryslân (Netherlands), innovationislands.com, 136 p.

BRIGAND Louis, 1983, *Les îles bretonnes, aspects géographiques de l'insularité*, Thèse de troisième cycle, Université de Bretagne Occidentale, vol.1, 267 p.

- BRIGAND Louis et LE DEMEZET Maurice, 1987, « La spécialisation des activités dans les îles de Batz, d'Ouessant et de Groix : une forme d'adaptation aux contraintes liées à l'insularité », *Noréis*, n°133-135, p. 201-210
- BRIGAND Louis, CHAILLOUX Alex, CORSI Laura et LAVIALLE Gaël, 2014, *Entreprendre sur les îles, du constat aux témoignages, de l'expérience aux projets*, Rapport du projet Initiatives & Développement dans les îles, 108 p.
- CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE BRETAGNE, 2023, *Synthèse régionale – Les îles bretonnes du Ponant*, 35 p.
- DAVEZIES Laurent, 2008, *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Paris, Seuil, coll. « La république des idées », 109 p.
- GOURLAY Florence, MAHEO Claire, MARINOS Clément et al., « Les nouvelles situations d'intermédiation territoriale : l'exemple des « quart-lieux » périphériques (espaces de coworkation) », *Géographie, économie, société*, n°23, p. 31-52
- GROSSETTI Michel, 2015, « Note sur la notion d'encastrement », *SociologieS* [En ligne], Théories et recherches, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4997>
- GUINGOT Marie, 2019, *L'île, l'entreprise et le navire : étude de la desserte insulaire et des adaptations des entreprises du Ponant*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Bretagne occidentale, 574 p.
- JEZEQUEL Rémy, MONNERAIS Nelly, SOL François et LE SAOUT Alix, 2019, *Diagnostic sur la gestion des déchets et recherche de solutions innovantes*, Rapport de mission, Association des Îles du Ponant, 97 p.
- LE GALÈS Patrick, 2004, « Gouvernance », in Laurie Boussaguet (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 242-250
- PIROT Jean-Luc, 2021, *Projet PHARES – Volet hydrolien, volet photovoltaïque*, Conclusion et avis, Rapport d'enquête publique, 51 p.
- RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES, 2015, *Approche évaluative des surcoûts publics locaux entraînés par l'insularité*, Rapport définitif, 45 p.
- TORRE André, 2015, « Théorie du développement territorial », *Géographie, économie, société*, n°17 (2015/3), p. 273-288
- TORRE André et TALBOT Damien, 2018, « Proximités : retour sur 25 années d'analyse », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 5/2018 (décembre), p. 917-936
- VANIER Martin, 2008, *Le pouvoir des territoires : essai sur l'interterritorialité*, Paris, Economica (Anthropos), 160 p.

Annexes

Nota bene : Les cases **en bleu** dans les tableaux qui suivent indiquent qu'un même projet correspond à plusieurs thématiques (il se retrouve donc dans d'autres tableaux). Des projets indiqués **en gras** indiquent qu'ils sont à l'origine d'une dynamique dans laquelle s'inscrivent des projets ultérieurs. Figurent **en rouge** les éléments incertains ou lacunaires.

Annexe 1 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Agriculture

Développement agricole		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Développement-relance élevage	Bréhat 1973 : Étude des possibilités de développement de l'élevage ovin : extension possible mais limitée	Diversification des sources de création de richesse
Développement-relance élevage // Transformation matière première insulaire	Ouessant 1973 : Étude des possibilités de développement de l'élevage ovin : terre très parcellisée // Ouessant 1974 : Étude sur la relance de l'élevage ovin et son intégration à un artisanat locale de la laine (en 1975)	Diversification des sources de création de richesse
Développement-relance élevage // Développement-relance cultures autres	Belle-île 1973 : Essais de bulbiculture ; étude des possibilités de développement de l'élevage ovin : relancé en 1964, possibilité d'extension	Diversification des sources de création de richesse
Groupement acteurs de l'agriculture	Houat 1973 : Création de la coopérative agricole d'élevage	Mise en réseau
Développement-relance élevage	Hoedic 1973 : Étude des possibilités de développement de l'élevage ovin : conseil municipal contre la venue de moutons	Diversification des sources de création de richesse
Développement-relance élevage	Belle-île 1980 : Étude sur le développement de l'élevage	Diversification des sources de création de richesse
Mesures agro-environnementales et paysagères	Ouessant 1981 : Remise en état des terres en friche et plantation de haies brise-vent par l'Association pour la Relance des Activités Agricoles à Ouessant (ARAAO)	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Mutualisation logistique agricole	Belle-île 1982 : Mise en place du système de collecte de lait	Mutualisation
Développement-relance maraîchage	Groix 1984 : Installation de jeunes groisillons sur des exploitations maraîchères (réalisation d'une étude foncière et d'une étude de marché)	Diversification des sources de création de richesse
Mutualisation d'équipements ou locaux agricole/agroalimentaire	Belle-île 1984 : Montage technique, juridique et financier d'une unité d'ultrafiltration du lait	Mutualisation

Développement-reliance agriculture	Arz 1984 : Étude d'un projet de développement agricole et recherche des terres disponibles pour deux jeunes désirant s'installer	Diversification des sources de création de richesse
Développement-reliance maraîchage	Belle-île 1985 : Installation de trois jeunes couples en maraîchage	Diversification des sources de création de richesse
Développement-reliance agriculture	Yeu 1985 : Programme agricole (productions hautement spécialisées) à l'étude	Diversification des sources de création de richesse
Mesures agro-environnementales et paysagères	Ouessant 1997 : étude gestion des friches (PNRA/UBO)	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Développement-reliance agriculture	Ouessant 2015 (et après) : relance agricole (commune et PNRA)	Diversification des sources de création de richesse
Mutualisation d'équipements ou locaux agricole/agroalimentaire	Ouessant ; ? : Bâtiment municipal de transformation et stockage pour producteurs laitiers (dans le cadre du projet de relance agricole)	Mutualisation
Développement-reliance agriculture // Mesures agro-environnementales et paysagères	Groix ; ? : Projet relance agriculture et protection des espaces naturels	Diversification des sources de création de richesse // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Développement-reliance apiculture	Groix ; 2019 : Projet "Conservation de l'Abeille Noire"	Diversification des sources de création de richesse // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Développement-reliance viticulture	Groix ; 2018 ? ~ : Projet viticole à Port-Couastic	Diversification des sources de création de richesse
Diversification agricole	Yeu ; ? : Diversification agricole et agrotourisme	Diversification des sources de création de richesse
Préservation-développement du foncier agricole	Yeu ; ? : Protection foncière agricole	Gestion du foncier économique et agricole
Mesures agro-environnementales et paysagères	Arz ; ? : Compostage agricole des déchets verts	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Mutualisation d'équipements ou locaux agricole/agroalimentaire	Hoedic ; ? : Local technique et commercial pour un éleveur de brebis-traiteur	Mutualisation
Développement-reliance maraîchage	Aix ; 2020 : Installation d'un couple de maraîchers	Diversification des sources de création de richesse

Annexe 2 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Artisanat

Artisanat		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Développement-reliance pêche-aquaculture // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Houat 1972 : Construction d'une éclosérie à homards par le groupement de pêcheurs	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation

Développement-reliance pêche-aquaculture // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Yeu 1972 : Construction d'une éclosérie à homards	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation
Développement-reliance pêche-aquaculture	Belle-île 1973 : Mouillage de 4 cages expérimentales (élevage de saumon, Ster Ouen)	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation
Développement-reliance pêche-aquaculture	Houat 1973 : Recherches sur la coquille Saint Jacques et l'ormeau	Diversification des sources de création de richesse
Groupement acteurs de la pêche-aquaculture	Yeu 1973 : Création de l'Association pour le repeuplement des fonds en crustacés de l'île d'Yeu	Mise en réseau
Développement-reliance pêche-aquaculture // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Belle-île 1974 : Création d'une éclosérie à mollusques	Mutualisation
Développement-reliance artisanat autre	Groix 1975 : Projet d'atelier de bijoux	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation
Transformation matière première insulaire	Ouessant 1979 : Constitution d'une entreprise de traitement de la laine (aide de l'animateur économique)	Diversification des sources de création de richesse
Groupement acteurs de l'artisanat	Ouessant 1980 : Création d'une Coopérative Ouvrière de Productions Ouessantines	Mise en réseau
Transformation matière première insulaire // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Belle-île 1980 : Étude sur l'implantation d'un atelier artisanal de produits nouveaux à base de thon	Diversification des sources de création de richesse
Développement-reliance pêche-aquaculture // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Groix 1981 : Acquisition de matériel collectif pour la relance de la pêche artisanale et expérimentations de culture de moules à la longue ligne	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation
Groupement acteurs de l'artisanat	Belle-île 1981 : Incitation à la création d'un groupement d'artisans Bellelois du bâtiment	Mise en réseau
Groupement acteurs de la pêche-aquaculture // Développement-reliance pêche-aquaculture	Bréhat + Batz + Ouessant + Groix 1982 : Création d'une association pour la promotion des activités aquacoles ; action expérimentale de mytiliculture à la longue ligne (mars-juin 1982).	Mise en réseau // Diversification des sources de création de richesse
Développement-reliance pêche-aquaculture // Transformation matière première insulaire	Batz 1982 : Relance de la collecte du goémon (étude pour valoriser le goémon de l'île et constitution d'une SARL Finistalgue afin de transformer les algues en amendements humiques)	Diversification des sources de création de richesse
Groupement acteurs de la pêche-aquaculture	Ponant 1982 : L'Union des Coopératives Aquacoles des îles du Ponant regroupe les 4 coopératives. 4 emplois à temps plein créés	Mise en réseau

Transformation matière première insulaire // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Groix 1985 : Étude de projet de fumage de poisson / 2000 : Lancement de l'atelier de conserverie et de fumaison / 2015 : lancement du "Pôle Mer"	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation
Transformation matière première insulaire // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Belle-île 1985 : Atelier de mareyage et magasins pour les pêcheurs à l'étude	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation
Développement-relance pêche-aquaculture // Transformation matière première insulaire // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Ouessant 1987 : Mise en place d'un laboratoire expérimental de culture d'algue wakamé / 2000 : Équipements de l'atelier Algues et Mer	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation
Transformation matière première insulaire // Mutualisation d'équipements ou locaux agroalimentaire	Belle-île 2010 : Nouvel abattoir	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation
Transformation matière première insulaire	Ouessant 2023 : Construction d'un moulin à vent traditionnel pour moudre du grain	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Mutualisation
Groupement acteurs de l'artisanat	Ouessant 2019 : Création du "chemin des créateurs", parcours par un regroupement d'artisans	Mise en réseau // Mutualisation
Projet de foncier économique	Groix ; ? : création de la zone d'activités du Gripp	Gestion du foncier économique et agricole
Développement-relance pêche-aquaculture	Groix ; ? : création du Réseau Mer dédié aux recherches sur le plancton	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires
Développement-relance pêche-aquaculture	Groix 2016 : Projet labellisé par le Pôle Compétitivité Mer Bretagne "GENORMEAU" visant à augmenter la productivité de l'ormeau par sélection génétique	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Contractualisation, conventionnement, planification
Groupement acteurs de la pêche-aquaculture // Mutualisation d'équipements ou locaux pêche-aquaculture et agroalimentaire associé	Yeu ; 2010 ~ : Dispositif d'écoulement des produits d'un GIE de pêcheur auprès d'AMAP continentales	Diversification des sources de création de richesse // Mutualisation // Mise en réseau

Annexe 3 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Culture

Culture		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé

Evenement culturel de rayonnement extra-local porté sur l'insularité et les ressources insulaires	Groix 2001 : Première édition du Festival International du Film Insulaire	Rayonnement du territoire insulaire
Evenement culturel de rayonnement extra-local porté sur l'insularité et les ressources insulaires	Ponant 2011 : Naissance du festival Les Insulaires (événement festif, sportif et culturel, échanges et rencontres entre insulaires)	Mise en réseau // Rayonnement du territoire insulaire
Evenement culturel de rayonnement extra-local porté sur l'insularité et les ressources insulaires	Ponant 2023 : Micro-Folies des îles du Ponant	Inclusivité // Mise en réseau // Rayonnement du territoire insulaire // Contractualisation, conventionnement, planification
Organisation d'événements culturels pour les insulaires	Sein / Ponant ; ? : Création du réseau INIZI	Inclusivité // Mise en réseau
Evenement culturel de rayonnement extra-local porté sur l'insularité et les ressources insulaires	Ouessant ; ? : Création salon international du Livre Insulaire	Rayonnement du territoire insulaire
Evenement culturel de rayonnement extra-local	Belle-île ; ? : Création festival de musique Belle-île-on-Air	Rayonnement du territoire insulaire
Evenement culturel de rayonnement extra-local	Ouessant ; ? : Création festival de musique îlophone	Rayonnement du territoire insulaire
L'île comme terrain de production culturelle originale	Sein + Groix + Batz 2023 : Projet fiction radiophonique avec écoliers	Inclusivité // Mise en réseau // Rayonnement du territoire insulaire

Annexe 4 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Tourisme

Tourisme		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Tourisme de découverte du patrimoine marin	Bréhat 1973 : Étude d'implantation de classes de mer (+ Ouessant) et première expérience	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Rayonnement du territoire insulaire // Inclusivité
Développement tourisme social en faveur du territoire	Batz 1974 : Étude d'implantation d'un VVF (réalisé ?)	Diversification des sources de création de richesse // Inclusivité
Développement tourisme social en faveur du territoire	Groix 1976 : Début des travaux du VVF	Diversification des sources de création de richesse // Inclusivité
Développement tourisme social en faveur du territoire	Belle-île 1975 : VVF bientôt achevé	Diversification des sources de création de richesse // Inclusivité
Développement de la désaisonnalisation touristique	Belle-île 1975 : étude en cours sur le tourisme hors saison	Diversification des sources de création de richesse // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales

Développement de la désaisonnalisation touristique	Ponant 1982 : Mise en œuvre, avec les professionnels des îles, d'un programme de promotion du tourisme hors saison	Diversification des sources de création de richesse // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Développement de la désaisonnalisation touristique	Ponant 1984 : Édition d'une brochure spéciale sur les îles du Ponant pour favoriser le tourisme hors saison, en collaboration avec le CRT	Diversification des sources de création de richesse // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Mise en réseau des acteurs du tourisme insulaire	Ponant 1987 : Projet de groupement hôtelier des îles du Ponant	Mise en réseau
Valorisation touristique de la spécificité insulaire	Ponant 2015 : Mise en place de la « Destination îles »	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Rayonnement du territoire insulaire // Contractualisation, conventionnement, planification
Valorisation touristique de la spécificité insulaire	Ponant 2016 : Destination îles : fin de la phase de diagnostic, démarrage de la phase 2 (renforcement de la stratégie « Univers des îles » et connexions avec les destinations insulaires) ; bilan positif de la présence du stand des îles du Ponant à Brest 2016	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Rayonnement du territoire insulaire // Contractualisation, conventionnement, planification
Valorisation touristique de la spécificité insulaire // Mise en réseau des acteurs du tourisme insulaire	Ponant 2018 : Fin du programme « Univers des îles » et mise en place du l'« Univers transversal des îles » ; réalisation du « Passeport des îles » pour renforcer la mise en réseau des îles	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Rayonnement du territoire insulaire // Mise en réseau // Contractualisation, conventionnement, planification
Valorisation touristique de la spécificité insulaire	Ponant 2020 : signature d'une convention pluriannuelle 2020-2022 (Univers transversaux de la Région Bretagne)	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Rayonnement du territoire insulaire // Mise en réseau // Contractualisation, conventionnement, planification
Lutte contre l'hyperfréquentation	Ponant 2021 : Démarche de réflexion et d'actions autour de l'hyperfréquentation	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Lutte contre l'hyperfréquentation	Bréhat + ? ; ? : Actions pour endiguer la surfréquentation touristique	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Valorisation touristique durable de la spécificité insulaire	Bréhat + Ouessant + Belle-île 2020 : Actions diverses dans le cadre des "Sites d'exception"	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Rayonnement du territoire insulaire

Annexe 5 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Préservation et découverte du milieu insulaire

Préservation et découverte du milieu insulaire		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Innovation pédagogique : immersion dans le milieu insulaire	Bréhat 1973 : Étude d'implantation de classes de mer (+ Ouessant) et première expérience	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Rayonnement du territoire insulaire // Inclusivité
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique // Les spécificités insulaires comme objets de médiation et d'appropriation scientifique	Groix + Belle-île 1979 : Étude d'implantation d'un centre d'initiation au milieu terrestre et maritime	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Rayonnement du territoire insulaire
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique	Ponant Breton 1980 : Inventaire du patrimoine naturel des îles bretonnes (réalisé par Louis Brigrand)	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique	Ponant 1983 : APPIP associée au travail de l'Observatoire des changements insulaires montée par l'UBO avec la participation du CNRS.	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Mise en réseau
Les spécificités insulaires comme objets de médiation et d'appropriation scientifique	Molène 1998 : Maison de l'Environnement Insulaire	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Rayonnement du territoire insulaire // Inclusivité
Les risques insulaires comme objets d'étude scientifique	Bréhat + Molène + Glénan 1998 : Fréquentation des Archipels dans le cadre d'un programme « Îlots de Bretagne » subventionné par Life (UBO-SEPNB, jusqu'en 2000)	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Contractualisation, conventionnement, planification
Les risques insulaires comme objets d'étude scientifique	Yeu 2006 : Étude « Approche de la capacité d'accueil de l'île d'Yeu » (Louis Brigrand et Solenn Le Berre)	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Les risques insulaires comme objets de sensibilisation et d'action	Ponant 2012 : mise en place d'une campagne d'éco-gestes (affiches, diffusion de cendriers de poche..)	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique // Les spécificités insulaires comme objets de médiation et d'appropriation scientifique	Ponant 2016 : Convention UBO Centre de ressources (réunion de présentation) : quelles suites ?	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Contractualisation, conventionnement, planification
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique // Les spécificités insulaires comme objets de médiation scientifique	Ponant 2019 : Organisation du colloque « Îles 2019 » (« Les îles à la croisée des sciences, des cultures et des sociétés », octobre 2019, Fondation de France-UBO)	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Mise en réseau

Actions exemplaires de préservation de la biodiversité	? ; ? : Programme sur les espèces invasives végétales et animales	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Création d'une structure publique inédite de préservation et de valorisation de des patrimoines (dont insulaires)	Iroise et + ; 1969 : Création Parc Naturel Régional d'Armorique et actions insulaires entreprises	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Mise en réseau // Contractualisation, conventionnement, planification
Création d'une structure publique inédite de préservation et de valorisation de l'environnement marin (dont insulaire)	Iroise et + ; 2007 : Création Parc Naturel Marin d'Iroise et actions insulaires entreprises	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Mise en réseau // Contractualisation, conventionnement, planification
Valorisation pédagogique et économique du patrimoine culturel bâti	Ouessant 2023 : Construction d'un moulin à vent traditionnel pour moudre du grain	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Mutualisation
Actions exemplaires de dépollution d'un site naturel	Ouessant ; ? : Restauration expérimentale et exemplaire d'un dépôt sauvage d'ordures	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique	Ouessant et + ; ? : Projet scientifique ZABRI "Zone Ateliers Brest Iroise"	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique // Les spécificités insulaires comme objets de valorisation scientifique et économique	Groix ; 2020 : Rés'eau Mer Groix	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Les spécificités insulaires comme objets d'étude scientifique // Les spécificités insulaires comme objets de valorisation scientifique et économique	Groix ; ? : Projet "Conservation de l'Abeille Noire"	Diversification des sources de création de richesse // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Organisation d'une offre avancée de mobilité non-thermique	Yeu ; ? : Développement véhicules électriques	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Inclusivité
Les enjeux insulaires comme objets d'étude scientifique // Les enjeux insulaires comme objets de médiation et d'appropriation scientifique // Les enjeux insulaires comme objets de valorisation scientifique et économique	Yeu ; ? : Programme scientifique collaboratif ODySéYeu	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Mise en réseau
Actions exemplaires de préservation de la biodiversité	Arz + Molène + Sein + Houat + Hoedic ; 2022 : Les campagnes de dératisation et régulation lapin (Sein uniquement)	Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales // Mise en réseau

Annexe 6 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Eau, énergie, déchets

Eau, Energie, Déchets		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Solutions pour l'approvisionnement en eau	Sein 1973 : Expérience d'électrodialyse d'eau saumâtre // 1974 : Projet de dessalement d'eau de mer au programme de la rénovation rurale de 1975	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Développement des énergies renouvelables	Ponant 2000 : Mémoire DEA « Mise en valeur de l'énergie éolienne dans les îles du Ponant »	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Dispositifs de réduction ou de maîtrise des consommations d'énergie	Iroise 2012 : Mise en place d'un Programme d'Intérêt Général permettant la rénovation énergétique de l'habitat privé / 2019 : Mise en place de Rénov'îles	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Dispositifs de réduction ou de maîtrise des consommations d'énergie	Ponant 2012 : Mise en place d'évènements de sensibilisation aux économies d'énergie à destination des habitants (semaine de l'énergie, du développement durable)	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Dispositifs de réduction ou de maîtrise des consommations d'énergie // Dispositifs d'amélioration/sécurisation de l'approvisionnement en énergie	Ponant 2013 : Signature d'une convention de partenariat avec ERDF afin d'obtenir les données de consommation électrique ; suivi et restitution du programme européen ADDRESS	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Dispositifs de transition énergétique et écologique	Iroise + Belle-île + Houat + Hoedic 2014 : Mise en place d'un plan de transition énergétique confié par l'ADEME et la Région	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Dispositifs de gestion de la ressource en eau	Ponant breton 2015 : Convention avec l'Agence de l'Eau (diagnostic des besoins) // 2017 : Étude citernes sur les îles (cofinancement AELB) ; animation de l'accord de programmation AELB et programme de sensibilisation aux économies d'eau	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Dispositifs de transition énergétique // Développement des énergies renouvelables // Dispositifs de réduction ou de maîtrise des consommations d'énergie	Iroise 2015 : Étude prospective sur le gisement photovoltaïque (EDF) ; AIP lauréate de l'appart à projet de la Région Bretagne Boucle Énergétique Locale (BEL) ; 3e année du PIG initié pour l'habitat privé // 2016 : Démarrage des actions BEL et réalisation du premier mois de l'énergie à Molène avec une présentation média par tous les partenaires	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Dispositifs de transition énergétique et écologique	Ponant 2016 : Signature de convention TEPCV sur les îles bretonnes du Ponant (jusqu'en 2019) // 2017 : Mise en œuvre de diverses actions dans le cadre de TEPCV	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification

Optimisation de la gestion des déchets	Île-aux-Moines 2018 : Rencontre « Gestion des déchets » (élus, techniciens en charge de la gestion des déchets sur les îles, partenaires institutionnels), a été décidé la réalisation d'un diagnostic et la recherche de solutions innovantes	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Mise en réseau
Dispositifs de transition énergétique et écologique // Dispositifs de réduction ou de maîtrise des consommations d'énergie	Iroise 2020 : Signature du CRTE ZNI du Finistère ; projet Région Bretagne « Les habitants, moteurs de la transition écologique et énergétique des îles de la mer d'Iroise » (projet validé, démarrage en 2021) ; poursuite du programme Renov'îles	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Dispositifs de transition énergétique et écologique	Ponant 2020 : AMI Région Bretagne ADEME AFB AELB : planification territoriale (îles raccordées du 22 et 56) : candidature déposée (quelle suite ?)	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Dispositifs de transition énergétique et écologique	Ponant 2020 : validation de la convention de partenariat Morbihan Énergies dans le cadre du projet Territoires d'innovation de grande ambition	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Optimisation de la gestion des déchets	Partenariat AIP / Madeleine : partenariat sur la gestion des déchets	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Mise en réseau
Optimisation de la gestion des déchets	? ; ? : Expérience dans la réutilisation des palettes [à creuser]	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Solutions pour l'approvisionnement en eau	Houat ; ? : Interdiction de l'artificialisation des sols et des piscines pour permettre le rechargement des nappes	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Développement des énergies renouvelables	Ouessant ; ? : Projet PHARES : Projet PHARES (Programme d'hybridation avancée pour renouveler l'énergie dans les systèmes insulaires)	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Développement des énergies renouvelables	Ouessant + ; 2016 : Projet ICE (Intelligent Community Energy) et vélos à hydrogène	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Contractualisation, conventionnement, planification
Développement des énergies renouvelables	Groix 2023 : Projet de photovoltaïque sur EHPAD Groix	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Développement des énergies renouvelables	Molène ; ? : Couverture de l'impluvium par des panneaux photovoltaïques (quelle actualité ?)	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Optimisation de la gestion des déchets	Ponant ; ? : Kit Poules/Poulaillers pour réduire les déchets	Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets

Annexe 7 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Habitat et foncier

Habitat et foncier résidentiel		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Solutions de production de logement social	Sein 1982 : Restauration d'habitat ancien sous forme d'HLM locatif	Inclusivité

Solutions de production de logement social	Ponant 1982 : Construction/restauration de 81 logements sociaux	Inclusivité
Solutions de production de logement social	Belle-île + Yeu + Groix 1983 : 69 logements sociaux ont été construits/sont en cours de construction (Bl, Yeu et Groix).	Inclusivité
Dispositifs en faveur du logement à l'année	Ponant ~ ; ? : Initiative du Bail Réel Solidaire (expérimenté à Groix) ; Création d'Office Foncier Solidaire	Inclusivité // Contractualisation, conventionnement, planification
Dispositif fiscal en faveur du logement à l'année	Ponant 2023 : Surtaxe des résidences secondaires (majoration d'une part de la taxe d'habitation)	Inclusivité
Solutions de production de logement social	Ouessant ; ? : Réaménagement de l'ancienne école Ste-Anne en logements sociaux (en projet seulement)	Inclusivité
Solutions de production de logement pour saisonniers	Bréhat ; ? : Achat bâtiment (ancien centre de vacances) pour logement des saisonniers et autres activités	Inclusivité
Dispositifs en faveur du logement à l'année	Ponant ; ? : Programme "Logement pour actifs insulaires"	Inclusivité
Dispositifs en faveur du logement à l'année	Batz ; ? : Versement d'un loyer par la mairie à un résident secondaire afin de relouer le bien moins cher à l'année	Inclusivité
Dispositifs en faveur du logement à l'année // Dispositifs en faveur d'une production de logement sans artificialisation des sols	Yeu ; 2021 ? : Projet d'habitat réversible et d'éco-quartiers insulaires	Inclusivité // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Dispositifs de maîtrise du foncier	Ponant 2012 : Signature d'une convention avec « Foncier de Bretagne » pour accompagner et soutenir les projets des îles (quels effets ?)	Inclusivité

Annexe 8 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Social et santé

Social, Santé		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Réflexion/action autour de l'avenir de la jeunesse insulaire	Iroise + Groix + Arz 1981 : Enquête sur le devenir des jeunes après leur scolarité (1981-1982)	Inclusivité
Réflexion/action autour des difficultés d'un public spécifique : les enfants	Belle-île + Yeu 2003 : Groupe de travail sur les problèmes de prise en charge des enfants en difficultés	Inclusivité

Réflexion/action autour des difficultés d'emploi d'un public spécifique : les femmes	Ponant 2003 : Mise en place d'un groupe de réflexion sur les femmes insulaires et l'emploi	Inclusivité
Mutualisation de moyens pour répondre aux enjeux de santé	Molène 2013 : Inauguration du Pôle éducatif, du centre médicosocial, du poste de secours	Inclusivité // Mutualisation
Contractualisation pour mener une action de santé concertée et adaptée à l'insularité	Belle-île 2013 : CLS "test" // Ponant 2015 : Engagement ARS/AIP (11 îles bretonnes) qui prendra la forme d'un contrat local de santé / 2016 : Signature du Contrat Local de Santé des îles bretonnes du Ponant avec une considération de la télémédecine	Inclusivité // Contractualisation, conventionnement, planification
Initiatives solidaires	Ouessant ; ? : Création de la donnerie "Île aux trésors"	Inclusivité
Mutualisation de moyens pour permettre l'accès de chacun aux services publics	Ouessant ; ? : Création Maison France Services	Inclusivité // Mutualisation
Mutualisation de moyens pour répondre aux enjeux de santé	Ouessant ; ? : Projet Maison de Santé (quelle actualité ?)	Inclusivité // Mutualisation
Mutualisation de moyens pour répondre aux enjeux de santé	Groix ; ? : création EHPAD	Inclusivité // Mutualisation
Mutualisation de moyens pour répondre aux enjeux de santé	Groix ; 2022 : création Maison de santé	Inclusivité // Mutualisation
Mise en réseau des acteurs de la santé	Groix ; ? : Création de l'Association des Professionnels de Santé de l'Île de Groix	Inclusivité // Mise en réseau
Mutualisation de moyens pour permettre l'accès de chacun aux services publics	Groix ; ? : Maison des services	Inclusivité // Mutualisation
Mutualisation de moyens pour permettre à chacun l'accès à une mobilité motorisée	Île-aux-Moines ; 2023 : Véhicule en autopartage	Inclusivité // Mutualisation // Gestion durable des ressources naturelles et patrimoniales
Réflexion/action autour de la télémédecine	Ponant 2008 : étude du bureau d'études Pennec sur les enjeux de santé et le recours à la télémédecine	Inclusivité // Mise en réseau

Annexe 9 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Education et formation

Education et formation		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Innovation pédagogique : immersion dans le milieu insulaire	Bréhat 1973 : Étude d'implantation de classes de mer (+ Ouessant) et première expérience	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Rayonnement du territoire insulaire // Inclusivité

Dispositifs de formations adaptées pour les enjeux insulaires	Ponant 1984 : Première année du programme de formation : 500 stagiaires, 750 heures de stage (sensibilisation au développement local et stages techniques en agriculture, aquaculture et artisanat).	Inclusivité // Mise en réseau // Mutualisation
Mise en place d'une structure éducative en réseau	Iroise 1975 : Ouverture du Collège des îles du Ponant à la rentrée 1975 (14 enfants à Ouessant, 8 à Molène, 12 à Sein, 2 professeurs)	Inclusivité // Mise en réseau // Mutualisation // Contractualisation, conventionnement, planification
L'île comme terrain privilégié d'apprentissage	Ouessant 2023 : Construction d'un moulin à vent traditionnel pour moudre du grain	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Mutualisation
L'île comme terrain d'innovation pédagogique	Sein + Groix + Batz 2023 : Projet fiction radiophonique avec écoliers	Inclusivité // Mise en réseau // Rayonnement du territoire insulaire // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires

Annexe 10 : Tableau brut des démarches et projets à « potentiel innovant » – Numérique

Numérique		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Solutions alternatives de réception du haut-débit	Molène + Groix + Yeu 2003 : Expérimentations en matière d'installation du haut débit par voie satellite	Inclusivité
Maintien des services à distance via le numérique	Ponant 2007 : Étude-diagnostic sur les téléservices dans les îles (définition des besoins et mise en place de nouveaux services à destination des habitants et des entreprises des îles), par le bureau d'études CATEL (2007-2008)	Inclusivité
Dispositif de réception du haut-débit	Ponant 2011 : Numérique : signature d'une convention avec le syndicat Megalis (quels effets ?)	Inclusivité // Contractualisation, conventionnement, planification
Dispositifs d'amélioration / sécurisation des systèmes de télécommunication	Ponant 2012 : Signature d'un partenariat avec Orange (état des lieux des télécommunications puis plan d'actions spécifique aux îles)	Inclusivité // Contractualisation, conventionnement, planification
Création d'un lieu inédit afin de favoriser l'accès des publics aux services numériques	Ouessant ; ? : Maison France Services	Inclusivité // Mutualisation
Solution alternatives de réception du haut-débit	Groix ; ? : Raccordement cable hybride (fibre et électricité)	Inclusivité
Le numérique comme levier de développement de la santé	Ponant 2016 : Mise en place de Contrat Local de Santé et réflexion sur la télémedecine	Inclusivité // Contractualisation, conventionnement, planification

Annexe 11 : Tableau brut des actions et démarches innovantes – Economie en général et autres

Economie en général ou autres		
Type d'innovation	Exemples identifiés	Enjeu transversal associé
Initiatives en faveur du développement d'activités économiques	Ponant 1976 : Etude sur les possibilités d'installation de nouvelles activités (PME et artisanat)	Diversification des sources de création de richesse
Mise en réseau et fédération des professionnels // Initiatives en faveur du développement d'activités économiques	Ponant 1978 : Animation économique : incitation et participation à la création de groupements professionnels. Création du fonds spécial d'aide à la création d'activités artisanales	Diversification des sources de création de richesse // Mise en réseau
L'enjeu de l'entrepreneuriat insulaire comme objet de recherche-action	Ponant 2011 : Projet ID-îles (Initiatives et Développement) sur le thème « Entreprendre sur une île » retenu dans le cadre d'un appel à projets du Conseil Régional de Bretagne	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires
L'enjeu de l'entrepreneuriat insulaire comme objet de recherche-action	Iroise 2015 : Sensibilisation des collégiens des îles à l'entrepreneuriat dans les îles (Fonds de dotation « Perspectives » et Géomer-UBO)	Inclusivité // Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires
Mise en réseau des entreprises insulaires // Mutualisation d'outils marketing	Ponant 2015 : Etude de faisabilité concernant la marque « produit sur les îles » qui fait suite au programme de recherche ID-îles (restitution à Hoëdic en 2015) ; accompagnement et soutien à l'étude ID-îles 2 // 2016 : Lancement et accompagnement de la marque « Produit des îles », devenue ensuite « Savoir-Faire des Îles du Ponant »	Diversification des sources de création de richesse // Mise en réseau
L'économie sociale et solidaire comme objet de recherche	Ponant 2017 : Projet de recherche sur l'Économie Sociale et Solidaire (Fondation de France, université de Brest, rennes et Toulouse)	Diversification des sources de création de richesse // Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires
Mutualisation de moyens en faveur d'une observation partagée des finances publiques insulaires	Ponant 2019 : Mise en place d'un observatoire des dotations communales des îles (avec Ressources Consultant Finances)	Mutualisation
Activation d'un nouveau levier fiscal en faveur du logement à l'année	Ponant 2023 : Surtaxation des résidences secondaires	Inclusivité // Diversification des sources de création de richesse
Moyen de paiement en faveur du commerce insulaire	Yeu ; ? : Chèques "Cad'Oya" pour soutenir le commerce local	Inclusivité // Mise en réseau
Mutualisation de moyens financiers privés pour porter des projet de développement insulaire	Yeu ; ? : Club d'épargne et de de finance solidaire	Inclusivité // Mutualisation // Mise en réseau // Diversification des sources de création de richesses
Mutualisation pour assurer un service de transport de fret	Batz ; début 80's : création d'une société de transports de fret par un collectif de producteurs et commerçants insulaires	Mutualisation // Diversification des sources de création de richesses

Valorisation des co-produits d'artisans insulaires	Ponant ; 2022 ~ : Projet Verres des îles du Ponant	Recherche et valorisation scientifique ou pédagogique autour des spécificités insulaires // Mise en réseau // Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets
Initiatives collectives en faveur de la transition énergétique des entreprises	Ponant ; 2023 : Programme "Transition énergétique" des entreprises	Mise en réseau // Gestion durable des ressources (eau potable et énergie) et déchets // Diversification des sources de création de richesse
Fédération des municipalités insulaires	Ponant 1971 : Création APPIP	Mise en réseau // Contractualisation, conventionnement, planification